

PAR COURRIEL

Québec, le 17 septembre 2020

N/Réf. : 2020-11909

**OBJET:** *Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)*

Monsieur,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès, reçue le 17 Juillet 2020, visant à obtenir les renseignements suivants concernant le feu de tourbière de Rivière-Ouelle de juin dernier :

1. les mesures d'aides financières du ministère à la municipalité de Rivière-Ouelle en précisant la nature de l'aide, le montant et les conditions détaillant l'aide;
2. le décret règlement déposé;
3. toutes parties accessibles de notes et analyse;
4. les correspondances entre la municipalité et le ministère.

Nous vous transmettons les documents repérés par la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie qui sont visés par les divers points de votre demande.

**Point 1**

L'aide financière versée le sera en fonction des normes du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents.

...2

**Point 2**

Nous vous transmettons le décret et l'arrêté ministériel adoptés dans ce dossier.

**Point 3**

En date de votre demande la municipalité n'avait produit aucune demande formelle d'aide financière. Ainsi, aucune analyse n'avait encore été produite.

**Point 4**

Nous vous transmettons les correspondances répertoriées desquelles nous avons extraits certains renseignements personnels en application des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès.

Nous vous informons qu'une résolution de la municipalité de Rivière-Ouelle ainsi qu'une entente entre celle-ci et d'autres municipalités a également été repérée. En application de l'article 48 de la Loi sur l'accès, nous vous invitons à formuler une demande à la responsable de l'accès de la municipalité de Rivière-Ouelle pour l'obtenir. Elle peut être jointe aux coordonnées suivantes :

Madame Denise Fournier  
Directrice générale et secrétaire-trésorière  
Municipalité de Rivière-Ouelle  
133, route 132  
Rivière-Ouelle (Québec) G0L 2C0  
Téléphone : 418 856-3829, poste 203  
Télécopieur : 418 856-1790  
Courriel : [dg@riviereouelle.ca](mailto:dg@riviereouelle.ca)

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents, nous vous informons que vous avez trente (30) jours à compter de ce jour pour exercer un recours en révision de cette décision. Vous trouverez, ci-joint, un avis vous informant de ce recours.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable substitut de l'accès aux documents,

**Original signé**

Geneviève Lamothe

p. j. Articles de la loi et avis de recours en révision

## Chapitre A-2.1

### **Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**

#### **CHAPITRE II**

##### **ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

#### **SECTION II**

##### **RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS**

**48.** Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas. Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

1982, c. 30, a. 48.

#### **CHAPITRE III**

##### **PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

#### **SECTION I**

##### **CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**53.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

**54.** Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110

**59.** Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Toutefois, il peut communiquer un tel renseignement sans le consentement de cette personne, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent:

1° au procureur de cet organisme si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer, ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

2° au procureur de cet organisme, ou au procureur général lorsqu'il agit comme procureur de cet organisme, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire autre qu'une procédure visée dans le paragraphe 1°;

3° à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

4° à une personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée;

5° à une personne qui est autorisée par la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 125, à utiliser ce renseignement à des fins d'étude, de recherche ou de statistique;

6° (*paragraphe abrogé*);

7° (*paragraphe abrogé*);

8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1;

9° à une personne impliquée dans un événement ayant fait l'objet d'un rapport par un corps de police ou par une personne ou un organisme agissant en application d'une loi qui exige un rapport de même nature, lorsqu'il s'agit d'un renseignement sur l'identité de toute autre personne qui a été impliquée dans cet événement, sauf s'il s'agit d'un témoin, d'un dénonciateur ou d'une personne dont la santé ou la sécurité serait susceptible d'être mise en péril par la communication d'un tel renseignement.

1982, c. 30, a. 59; 1983, c. 38, a. 55; 1984, c. 27, a. 1; 1985, c. 30, a. 5; 1987, c. 68, a. 5; 1990, c. 57, a. 13; 2006, c. 22, a. 32; 2005, c. 34, a. 37

## AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

Avis de recours à la suite d'une décision rendue par le ministère de la Sécurité publique en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

### Révision par la Commission d'accès à l'information

**a) Pouvoir :** l'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### Québec

Bureau 2.36  
525, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5S9  
Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

#### Montréal

Bureau 900  
2045, rue Stanley  
Montréal (Québec) H3A 2V4  
Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

**b) Motifs :** les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

**c) Délais :** les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Arrêté de la ministre de la Sécurité publique concernant la mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à un incendie de tourbière et de forêt survenu du 19 au 24 juin 2020, dans des municipalités du Québec

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), destiné notamment à aider financièrement les particuliers et les entreprises qui ont subi des dommages ainsi que les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'intervention et de rétablissement ou qui ont subi des dommages à leurs biens essentiels, lors d'un sinistre réel ou imminent;

VU que la ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier d'un programme général visé à l'article 100, relève de la ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT que, du 19 au 24 juin 2020, un incendie de tourbière et de forêt est survenu principalement dans la municipalité de Rivière-Québec;

CONSIDÉRANT que des municipalités ont engagé des dépenses additionnelles à leurs dépenses courantes pour diverses mesures d'intervention et de rétablissement relatives à la sécurité de leurs citoyens;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre au sens de la loi;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ces municipalités, si elles sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019, est mis en œuvre sur le territoire des municipalités indiquées à l'annexe jointe au présent arrêté, qui a été affecté par un incendie de tourbière et de forêt survenu du 19 au 24 juin 2020.

La ministre de la Sécurité publique,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'G. Gauthier', is centered below the text.

Signé à Québec, le 7 juillet 2020

## ANNEXE

<u>Municipalité</u>	<u>Désignation</u>
<b><u>Région 01 — Bas-Saint-Laurent</u></b>	
La Pocatière	Ville
Rivière-Ouelle	Municipalité
Saint-Denis-De La Bouteillerie	Municipalité
Saint-Pacôme	Municipalité
Saint-Philippe-de-Néri	Paroisse



CONCERNANT l'établissement du  
Programme général d'indemnisation et  
d'aide financière lors de sinistres réels ou  
imminents

---ooo0ooo---

ATTENDU QUE l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), modifié par la Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière (2019, chapitre 1) prévoit notamment que le gouvernement peut établir, en y fixant les conditions d'admissibilité, les barèmes et les modalités de versement, des programmes généraux d'aide financière ou d'indemnisation à l'égard des sinistres réels ou imminents;

ATTENDU QUE le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents a été établi par le décret numéro 459-2018 du 28 mars 2018;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir un nouveau Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents afin de mieux répondre aux besoins actuels;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, établi antérieurement à la connaissance du risque ou à la survenance de l'événement, relève du ministre responsable de l'application du programme ou d'une personne habilitée en vertu du paragraphe 14<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 93;

ATTENDU QUE l'article 108 de cette loi prévoit notamment que la ministre de la Sécurité publique est chargée de l'application des programmes établis en vertu de la section II du chapitre VII de la Loi sur la sécurité civile;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE soit établi le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, tel qu'il est énoncé à l'annexe I jointe au présent décret;

QUE ce programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents puisse être mis en œuvre pour les sinistres réels ou imminents survenant avant le 31 mars 2021.

## PROGRAMME GÉNÉRAL D'INDEMNISATION ET D'AIDE FINANCIÈRE LORS DE SINISTRES RÉELS OU IMMINENTS

### CHAPITRE 1

#### OBJET

1. Le présent programme vise à assister financièrement les particuliers, les propriétaires de bâtiments locatifs, les entreprises, les autorités locales et régionales, les régies intermunicipales, les autorités responsables de la sécurité civile, les organismes communautaires et les associations en sécurité civile en raison d'un sinistre réel ou imminent sur un territoire désigné par le ministre de la Sécurité publique.

L'assistance accordée en vertu du Programme constitue une assistance de dernier recours, sous réserve de l'assistance accordée à un particulier pour les frais excédentaires d'hébergement temporaire et de ravitaillement s'il évacue sa résidence principale à des fins de sécurité publique lors d'un sinistre.

Ce programme est appliqué et administré par le ministre.

### CHAPITRE 2

#### AIDE FINANCIÈRE POUR LES PARTICULIERS

#### SECTION I

##### CHAMP D'APPLICATION ET EXCLUSIONS

2. Le présent chapitre s'applique au particulier qui a pris des mesures préventives temporaires, dont les biens ont subi des dommages lors d'un sinistre ou dont la résidence principale est menacée par une imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol. Ces dommages doivent être relatifs à la résidence principale du particulier au moment du sinistre.

Le présent chapitre ne s'applique pas aux mesures, aux frais, aux dommages, aux travaux et aux dépenses relatives à une inondation; ceux-ci sont visés par le chapitre 7.

3. Une aide est accordée au particulier pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses prévus expressément dans le présent chapitre.

Toutefois, sont exclus pour l'application du présent chapitre :

- 1° les pertes et les dommages dont le particulier est responsable;
- 2° les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont fait ou pourraient faire l'objet d'une assistance financière en vertu d'un programme établi sous le régime d'une autre loi, d'un programme du gouvernement fédéral, d'organismes publics ou communautaires ou d'associations à but non lucratif;
- 3° les dommages causés aux biens par un sinistre correspondant à un risque assurable dans la mesure où une assurance est offerte sur le marché québécois et est généralement souscrite sur le territoire désigné par le ministre;

4° les frais pour l'obtention d'une soumission;

5° le coût des permis municipaux requis pour effectuer, notamment, les travaux à la résidence.

## **SECTION II**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### § 1. — *Demande d'aide financière*

4. Pour obtenir une aide en application du présent chapitre, le particulier en fait la demande sur le formulaire prévu à cet effet. Une seule demande par résidence principale peut être soumise. Il le transmet au ministre dans les trois mois suivant la date à laquelle le Programme est mis en œuvre ou rendu applicable par le ministre sur le territoire où se situe sa résidence principale.

Lorsque le dommage se manifeste graduellement ou tardivement, le particulier fait sa demande dans les trois mois suivant le jour où le dommage se manifeste pour la première fois. Aucune demande ne peut être faite pour le dommage qui se manifeste pour la première fois plus de cinq ans après la date de la mise en œuvre du Programme ou de la décision l'ayant rendu applicable sur le territoire où se situe la résidence principale du particulier.

Le particulier qui n'est pas en mesure de transmettre sa demande dans le délai de trois mois transmet un préavis au ministre, dans ce délai, précisant la nature de la demande projetée. À défaut, sa demande est rejetée, sauf s'il démontre qu'il a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

#### § 2. — *Assistance financière obtenue d'une autre source*

5. Le versement de l'aide dans le cadre du présent chapitre est conditionnel à ce que le particulier s'engage à rembourser au gouvernement du Québec l'aide versée pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont été ou seront l'objet d'une assistance financière provenant d'une compagnie d'assurances ou de toute autre source, sauf s'il s'agit d'une assistance de premier recours pour l'hébergement temporaire ou le ravitaillement ou d'un don de charité à la suite d'une collecte de fonds effectuée auprès du public.

#### § 3. — *Faillite*

6. Un particulier en faillite ou qui a fait cession de ses biens n'est pas admissible à une aide en vertu du présent chapitre, sous réserve d'une proposition concordataire homologuée par le tribunal ou d'une proposition de consommateur.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un particulier en ce qui concerne ses frais excédentaires d'hébergement temporaire ou de ravitaillement, ses biens meubles essentiels, les mesures préventives temporaires mises en place ainsi que les travaux d'urgence effectués.

§ 4. — *Précarité financière*

7. Advenant le cas où le particulier est dans une situation financière précaire au moment du sinistre ou s'il se retrouve en difficulté financière en raison du sinistre, sa participation financière peut être annulée, en tout ou en partie, après analyse de sa situation.

§ 5. — *Respect des normes applicables*

8. Toute action prise par un particulier pour mettre en œuvre l'une des mesures prévues dans le présent chapitre doit être faite conformément aux lois, aux règlements et à toute autre norme applicables, y compris à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (chapitre Q-2, r. 35).

Sans limiter la portée de ce qui précède, le particulier doit également, lorsque les travaux à effectuer requièrent, selon la loi, la détention d'une licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, engager un entrepreneur qualifié, c'est-à-dire détenant la licence appropriée ainsi que la bonne ou les bonnes sous-catégories de licences.

§ 6. — *Délai pour réaliser les travaux ou remplacer les biens*

9. Le particulier doit, selon le cas, terminer les travaux et procéder à la réparation ou au remplacement de ses biens endommagés faisant l'objet de l'aide dans les 12 mois suivant l'avis écrit établissant les dommages jugés admissibles ou suivant la date à laquelle le particulier a signifié son choix, le cas échéant, au ministre relativement à l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol. Ce délai peut être prolongé si le particulier démontre qu'il a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

§ 7. — *Évaluation des dommages, des montants des dommages et des frais raisonnables*

10. Le montant de l'aide auquel a droit un particulier est établi sur la base des renseignements contenus dans l'évaluation des dommages qui est faite par le ministre.

Cette évaluation fait état, notamment, des dommages causés par le sinistre à la résidence, des caractéristiques de cette résidence et du montant estimé des dommages.

11. Le ministre considère, afin d'évaluer les dommages à la résidence, d'en établir le montant et de déterminer le caractère raisonnable des frais déboursés, notamment :

1° les composantes, les équipements, les travaux et la main-d'œuvre qui sont essentiels aux fins prévues par le présent chapitre;

2° le prix de chacune de ces composantes, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation des composantes, du coût de leur remplacement par des composantes de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des composantes de qualité standard;

3° le prix de chacun de ces équipements, déterminé en fonction du prix courant pour une location ou un achat et, dans ce dernier cas, du moindre du coût de réparation de ces équipements, du coût de leur remplacement par des équipements de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des équipements de qualité standard;

4° le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le prix courant, et le nombre d'heures habituellement requis pour effectuer ces travaux;

5° le taux combinant le prix des composantes, déterminé selon le paragraphe 2° du présent article, et le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le paragraphe 4° du présent article, pour un mètre carré ou un mètre linéaire, applicable à une superficie ou à un périmètre déterminé dans l'évaluation des dommages.

### **SECTION III**

#### **MESURES PRÉVENTIVES TEMPORAIRES**

12. Une aide est accordée au particulier pour les mesures préventives temporaires suivantes qu'il a prises, lors du sinistre, afin de préserver sa résidence et les biens qui s'y rattachent :

- 1° surélévation des meubles et des appareils mécaniques et électriques;
- 2° déplacement des meubles à un étage supérieur;
- 3° placardage des ouvertures;
- 4° érection d'une digue, d'un remblai ou d'un enrochement de protection temporaire;
- 5° creusage d'un fossé;
- 6° préparation et installation de sacs de sable.

Une aide peut être accordée pour d'autres mesures de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

Le particulier a droit à un montant équivalant au salaire minimum pour chaque heure travaillée à mettre en place des mesures préventives temporaires ainsi qu'au remboursement des frais raisonnables déboursés.

Le montant maximal de l'aide qui peut être versé est de 5 000 \$.

### **SECTION IV**

#### **FRAIS EXCÉDENTAIRES D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE ET DE RAVITAILLEMENT**

13. Une aide est accordée afin de compenser les frais excédentaires d'hébergement temporaire ou de ravitaillement supportés par le particulier qui a dû évacuer ou quitter sa résidence lors du sinistre. Une aide de premier recours lui est accordée s'il évacue sa résidence à des fins de sécurité publique, alors qu'une aide de dernier recours lui est accordée s'il la quitte en raison des travaux devant y être effectués à la suite du sinistre.

Un montant de 20 \$/jour pour chaque occupant permanent de la résidence est accordé du 4<sup>e</sup> jour au 100<sup>e</sup> jour. Exceptionnellement, si la sécurité publique ou la situation l'exige et que le particulier n'a pas contribué à allonger cette période, celle-ci peut être prolongée.

Le montant maximal pouvant être accordé au particulier en application de la présente section ne peut dépasser le montant de l'aide versée pour compenser les dommages à la résidence.

Les montants mentionnés au deuxième alinéa sont majorés de 30 % pour le territoire situé entre le 49<sup>e</sup> et le 50<sup>e</sup> parallèle, à l'exception du territoire de la ville de Baie-Comeau et de celui des municipalités de la péninsule de la Gaspésie, et de 50 % pour le territoire situé au-delà du 50<sup>e</sup> parallèle, à l'exclusion du territoire des villes de Port-Cartier et de Sept-Îles.

## SECTION V

### DOMMAGES AUX BIENS MEUBLES ESSENTIELS

14. Une aide est accordée à un particulier pour les biens meubles, listés dans le tableau 1, endommagés par le sinistre.

Aux fins du présent article, le montant des dommages est calculé selon le moindre du coût de la réparation du bien, du coût d'un bien de remplacement de qualité équivalente ou du coût d'un bien de remplacement de qualité standard tel qu'il est établi dans le tableau 1.

TABLEAU 1 : BIENS MEUBLES ESSENTIELS

<b>Cuisine et salle à manger</b>	
Cuisinière ou four et plaque de cuisson	700 \$
Réfrigérateur	1 000 \$
Lave-vaisselle	450 \$
Table et quatre chaises	850 \$
Chaise — Occupant permanent additionnel	125 \$
Batterie de cuisine	200 \$
Bouilloire	25 \$
Cafetière électrique	30 \$
Four micro-ondes	175 \$
Grille-pain ou four grille-pain	30 \$
Mélangeur, robot culinaire, batteur à main	60 \$
Ustensiles et ustensiles de cuisine	200 \$
Vaisselle	150 \$
Aliments essentiels, produits ménagers et personnels — 1 <sup>er</sup> occupant permanent	500 \$
Aliments essentiels, produits ménagers et personnels — Occupant permanent additionnel	50 \$
Poubelle intérieure	30 \$
<b>Salon ou salle familiale (maximum d'un salon et d'une salle familiale)</b>	
Mobilier de salon — Par salon ou salle familiale :	
- Causeuse	750 \$
- Divan	1 000 \$
- Futon	500 \$
- Fauteuil	500 \$
- Lampe	50 \$
- Table	150 \$
La somme des montants accordés pour le mobilier de salon (causeuse, divan, futon, fauteuil, lampe, table) — Par salon ou salle familiale	2 000 \$
Téléviseur — Par salon ou salle familiale	550 \$
Meuble pour téléviseur — Par salon ou salle familiale	300 \$
<b>Chambre à coucher</b>	
Mobilier de chambre — Par occupant permanent	
Base de lit	150 \$
Bureau ou commode	400 \$
Lampe de chevet	50 \$

Miroir	50 \$
Table de chevet	150 \$
La somme des montants accordés pour le mobilier de chambre (base de lit, bureau ou commode, lampe de chevet, miroir, table de chevet) – Par occupant permanent	775 \$
Matelas et sommier — Par occupant permanent	475 \$
Mobilier de chambre — Par chambre qui n'est pas occupée en permanence	
- Base de lit	150 \$
- Bureau ou commode	400 \$
- Lampe de chevet	50 \$
- Miroir	50 \$
- Table de chevet	150 \$
La somme des montants accordés pour le mobilier de chambre (base de lit, bureau ou commode, lampe de chevet, miroir, table de chevet) — Par chambre qui n'est pas occupée en permanence	775 \$
Matelas et sommier — Par chambre qui n'est pas occupée en permanence	475 \$
<b>Buanderie ou salle de bain</b>	
Laveuse	800 \$
Sécheuse	600 \$
<b>Divers</b>	
Congélateur	460 \$
Ordinateur	800 \$
Mobilier d'ordinateur	200 \$
Livres et matériel nécessaires pour une personne étudiant à temps plein en cours d'année scolaire — Par occupant permanent	300 \$
Autres biens essentiels au travail d'une personne salariée — Par occupant permanent	1 000 \$
Articles pour enfants de 0 à 3 ans — Par occupant permanent âgé de 0 à 3 ans	300 \$
Équipements pour personne handicapée — Par occupant permanent	500 \$
Déshumidificateur, humidificateur, ventilateur	250 \$
Vêtements sauf les vêtements de luxe — Par occupant permanent	2 000 \$
Linge de maison (y compris notamment de la literie, des serviettes et du linge de cuisine) — Par occupant permanent	400 \$
Rasoir électrique, séchoir à cheveux, fer à cheveux	150 \$
Aspirateur	300 \$
Rideaux et stores — Par pièce essentielle	50 \$
Fer à repasser	40 \$
Planche à repasser	30 \$
Téléphone	40 \$
Radio	50 \$
Outils d'entretien	200 \$
Tondeuse	300 \$
Poubelle extérieure	100 \$
Souffleuse	500 \$



Pour l'application du présent chapitre sont des pièces essentielles, dans la mesure et aux conditions déterminées par le ministre : un salon, une cuisine, une salle à manger, deux salles de bain, une salle de lavage, les chambres à coucher, un bureau et une salle familiale.

## **SECTION VI**

### **FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT OU D'ENTREPOSAGE**

15. Une aide est accordée au particulier pour les frais de déménagement ou d'entreposage des biens meubles de sa résidence lorsque ceux-ci ont dû être déménagés ou entreposés en raison d'un sinistre ou des travaux à sa résidence à la suite d'un tel sinistre. Le montant de cette aide est égal aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser la somme de 1 000 \$.

## **SECTION VII**

### **DOMMAGES À LA RÉSIDENCE ET À SON CHEMIN D'ACCÈS ESSENTIEL**

#### *§ 1. — Travaux d'urgence*

16. Une aide est accordée au propriétaire d'une résidence pour les travaux d'urgence suivants qu'il a dû effectuer en raison du sinistre :

- 1° démolition;
- 2° élimination des débris;
- 3° nettoyage;
- 4° désinfection;
- 5° extermination;
- 6° décontamination;
- 7° déshumidification.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

Le propriétaire a droit à un montant équivalant au salaire minimum pour chaque heure où il a effectué des travaux d'urgence ainsi qu'au remboursement des frais raisonnables déboursés.

#### *§ 2. — Travaux temporaires*

17. Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour des travaux temporaires effectués à sa résidence afin que celle-ci soit habitable avant la réalisation des travaux permanents. L'aide est accordée pour les travaux temporaires suivants que le propriétaire a dû effectuer en raison du sinistre :

- 1° rétablissement temporaire de l'électricité dans la résidence;
- 2° pose d'une isolation minimale;
- 3° placardage des ouvertures.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

§ 3. — *Participation financière pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires*

18. Un montant de 500 \$ est déduit de l'aide totale accordée en vertu des articles 16 et 17.

§ 4. — *Domages à la résidence*

19. Une aide est accordée au propriétaire pour les composantes suivantes de sa résidence endommagées par le sinistre :

1° fondations, semelles, piliers de soutien, murs porteurs, dalles de béton, drains français, charpente, abris d'auto et garages faisant partie intégrante de la structure de la résidence ainsi qu'entrées de sous-sol;

2° revêtement extérieur et cheminées;

3° matériaux de recouvrement des toitures;

4° galeries extérieures, d'une dimension maximale de 1,20 m × 1,80 m, donnant accès aux deux entrées principales, y compris marches et main courante;

5° portes extérieures et fenêtres;

6° isolation de la structure et des murs;

7° entrée électrique ainsi que systèmes et raccords électriques;

8° tuyauterie, raccords d'égouts, raccords d'eau et appareils sanitaires;

9° limons, marches, contremarches et main courante des escaliers intérieurs;

10° systèmes de chauffage principal et d'appoint ainsi qu'échangeur d'air et ses conduits;

11° pompes et puits de captation, fosses septiques, champs d'évacuation, systèmes d'approvisionnement en eau potable, systèmes de filtration et de traitement d'eau potable, réservoirs à eau chaude;

12° équipements pour un occupant permanent handicapé.

Une aide est également accordée pour les composantes suivantes d'un salon, d'une cuisine, d'une salle à manger, de deux salles de bain, d'une salle de lavage, des chambres, d'un bureau ainsi que d'une salle familiale :

1° faux planchers, leur isolation et les recouvrements de sol fixes;

2° placoplâtre, plâtrage et peinture des murs intérieurs, moulures de bas de murs et portes intérieures;

3° comptoir, tiroirs, tablettes et panneaux des armoires et des meubles-lavabos.

Une aide peut être accordée pour d'autres composantes si elles sont essentielles au sain maintien de la résidence.

L'aide accordée au propriétaire est égale à 90 % du montant des dommages admissibles, sans dépasser le coût de reconstruction de la résidence.

Pour l'application du présent chapitre, le coût de reconstruction de la résidence correspond au coût neuf de la résidence, au moment du sinistre, établi conformément à la partie 3E du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* et rajusté au 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant le sinistre, excluant les dépendances. Dans le cas où l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, le coût neuf de la résidence est établi à cette date, si l'imminence n'a pas été précédée d'un autre sinistre.

#### § 5. — *Dommages au chemin d'accès essentiel*

20. Une aide, égale à 90 % des frais raisonnables déboursés, est accordée à un propriétaire pour les travaux nécessaires effectués au chemin d'accès essentiel, dont il est propriétaire ou responsable de l'entretien, afin de permettre un accès minimal et sécuritaire à la résidence.

#### § 6. — *Maximum de l'aide*

21. Le montant total de l'aide accordée au propriétaire pour les dommages à la résidence et à son chemin d'accès essentiel en vertu des articles 19 et 20 ne peut excéder 200 000 \$.

Ce dernier montant est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant d'aide sera indexé de 5 000 \$.

#### § 7. — *Aide additionnelle*

22. Une aide additionnelle, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel.

### **SECTION VIII**

#### **AIDE POUVANT ÊTRE UTILISÉE AFIN D'ÉLIMINER OU DE RÉDUIRE LES RISQUES DE SINISTRES ET AIDE EN CAS D'IMPOSSIBILITÉ DE RÉPARER OU DE RECONSTRUIRE LA RÉSIDENCE**

23. L'aide visée aux articles 16, 17, 19 et 20 peut, au lieu ou en plus d'être utilisée aux fins visées à ces articles, être utilisée pour le déplacement de la résidence ou à titre d'allocation de départ conformément aux articles de la présente section.

24. Au sens de la présente section, il y a impossibilité de réparer ou de reconstruire une résidence dans le cas où la municipalité concernée refuse au propriétaire de la résidence un permis pour la réparation des dommages à celle-ci ou pour sa reconstruction en raison de l'importance des dommages.

#### § 1. — *Déplacement de la résidence*

25. La présente sous-section s'applique au déplacement de la résidence sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'elle soit dorénavant installée sur un site qui assure sa

sécurité à long terme. La résidence doit être déplacée dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**26.** L'aide est accordée au propriétaire pour les dépenses et les travaux suivants :

1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur au moment du sinistre;

2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;

3° certificat de localisation du nouveau terrain;

4° expertise pour le déplacement de la résidence sur le même terrain;

5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire à la résidence;

6° travaux de terrassement requis pour que la résidence soit conforme à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager, ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;

7° permis requis par toute norme applicable au transport de la résidence et de ses dépendances et à son installation sur le site d'accueil;

8° transport de la résidence et de ses dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;

9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec la résidence;

10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et élimination des matériaux excavés;

11° installation de la résidence et de ses dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale, sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;

12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries des deux entrées principales;

13° isolation du sous-sol et finition des pièces essentielles au sous-sol, si ces pièces étaient déjà aménagées avant le déplacement de la résidence. On entend par pièces essentielles : un salon, une cuisine, une salle à manger, deux salles de bain, une salle de lavage, un bureau et une salle familiale si les étages supérieurs de la résidence ne comportaient pas de pièces ayant la même utilité ainsi que les chambres;

14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint ainsi que de l'échangeur d'air et de ses conduits;

15° installation septique et puits artésien, si la résidence ne peut être raccordée aux réseaux municipaux;

16° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement de la résidence;

17° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement de la résidence;

18° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou travaux s'ils sont nécessaires au déplacement de la résidence.

**27.** Le propriétaire doit procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**28.** L'aide accordée au propriétaire équivaut à la somme des montants d'aide auxquels le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux au chemin d'accès essentiel prévus aux articles 16, 17 et 20 et les dommages à sa résidence prévus à l'article 19, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction de la résidence. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 19 et 20 ne doit pas dépasser 200 000 \$.

De plus, si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de celle pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, ne peut dépasser 250 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence, l'aide accordée équivaut au montant d'aide auquel le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages à la résidence prévus à l'article 19, à un montant équivalant aux frais raisonnables déboursés pour les dépenses et les travaux prévus à l'article 26, sans excéder le coût de reconstruction de la résidence, et à l'aide à laquelle il aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux au chemin d'accès essentiel prévus à l'article 20 si la résidence est déplacée sur le même terrain. Toutefois, l'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne doit pas excéder 200 000 \$.

De plus, si le terrain sur lequel est située la résidence visée par le troisième alinéa est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, est accordée au propriétaire. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au troisième alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Les montants d'aide de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

*A. — Aide additionnelle*

**29.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 28, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

- 1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de sa résidence ou l'allocation de départ;
- 2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;
- 3° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel si la résidence est déplacée sur le même terrain;
- 4° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 16 et 17, dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence.

*§ 2. — Allocation de départ*

**30.** L'allocation de départ consiste pour le propriétaire à se reloger dans une nouvelle résidence et à démolir sa résidence.

**31.** Le propriétaire doit :

- 1° procéder à la démolition de sa résidence;
- 2° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

- 1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;
- 2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**32.** L'aide accordée au propriétaire équivaut à la somme des montants d'aide auxquels le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux au chemin d'accès essentiel prévus aux articles 16, 17 et 20, et les dommages à la résidence prévus à l'article 19, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction de la résidence. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 19 et 20 ne doit pas dépasser 200 000 \$.

De plus, si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de celle pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, ne peut dépasser 250 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence, l'aide accordée au propriétaire est égale à 100 % du coût de reconstruction de la résidence, sans excéder 200 000 \$.

De plus, si le terrain sur lequel est située la résidence visée par le troisième alinéa est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, est accordée au particulier. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au troisième alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Les montants d'aide de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### A. — Aide additionnelle

**33.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 32, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de sa résidence ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 16 et 17, dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence.

### **SECTION IX**

#### **AIDE RELATIVE À L'IMMINENCE DE SUBMERSION, D'ÉROSION OU DE MOUVEMENTS DE SOL**

**34.** Aux fins de l'application de la présente section, une menace imminente de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol est ci-après dénommée « imminence de mouvements de sol ».

**35.** Une aide est accordée à un propriétaire pour le déplacement d'une résidence ou pour la stabilisation du terrain d'une résidence menacée par l'imminence de mouvements de sol. La disponibilité de ces deux options dépend notamment de leur faisabilité, du coût estimé pour leur réalisation, de l'application des principes de développement durable et de la sécurité publique.

**36.** Une aide peut être accordée à titre d'allocation de départ au propriétaire dans l'une des situations suivantes :

1° le déplacement de la résidence ou la stabilisation du terrain ne sont pas possibles pour des raisons techniques;

2° le coût estimé pour le déplacement de la résidence ou pour la stabilisation du terrain est substantiellement plus élevé que l'aide pouvant être accordée à ces fins.

**37.** Le propriétaire doit aviser le ministre de son choix, par écrit, dans les 30 jours suivant l'avis écrit établissant les possibilités de déplacement de la résidence, de stabilisation de terrain ou d'allocation de départ. Ce délai pourra être prolongé si le propriétaire démontre qu'il a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

**38.** Lorsque la résidence menacée par l'imminence de mouvements de sol fait l'objet d'une assistance en application du chapitre 7, le propriétaire peut soumettre une demande en vertu du présent chapitre afin d'obtenir une aide relative à l'imminence de mouvements de sol visée par la présente section. Dans un tel cas, l'assistance accordée en vertu du chapitre 7 et du présent chapitre ne doit pas excéder les montants maximaux prévus dans le présent chapitre.

#### § 1. — *Déplacement de la résidence*

**39.** La présente sous-section s'applique au déplacement de la résidence sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'elle soit dorénavant installée sur un site qui assure sa sécurité à long terme. La résidence doit être déplacée dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**40.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour les dépenses et les travaux suivants :

1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre;

2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;

3° certificat de localisation du nouveau terrain;

4° expertise pour le déplacement de la résidence sur le même terrain;

5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire à la résidence;

6° travaux de terrassement requis pour que la résidence soit conforme à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;

7° permis requis par toute norme applicable au transport de la résidence et de ses dépendances et à son installation sur le site d'accueil;

8° transport de la résidence et de ses dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;

9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec la résidence;

10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et élimination des matériaux excavés;



- 11° installation de la résidence et de ses dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale, sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;
- 12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries des deux entrées principales;
- 13° isolation du sous-sol et finition des pièces essentielles au sous-sol, si ces pièces étaient déjà aménagées avant le déplacement de la résidence. On entend par pièces essentielles : un salon, une cuisine, une salle à manger, deux salles de bain, une salle de lavage, un bureau et une salle familiale si les étages supérieurs de la résidence ne comportaient pas de pièces ayant la même utilité ainsi que les chambres;
- 14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint ainsi que de l'échangeur d'air et de ses conduits;
- 15° installation septique et puits artésien, si la résidence ne peut être raccordée aux réseaux municipaux;
- 16° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement de la résidence;
- 17° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement de la résidence;
- 18° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou d'autres travaux s'ils sont nécessaires au déplacement de la résidence.

**41. Le propriétaire doit :**

- 1° obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;
- 2° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes;
- 3° faire une offre de cession de son terrain à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$.

Si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se trouve à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

- 1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;
- 2° fournir, dans les 60 jours, une résolution de la municipalité par laquelle elle s'engage à acquérir le terrain, puis à modifier, s'il y a lieu, sa réglementation applicable de façon à interdire toute construction ou infrastructure sur ce terrain tant que subsistera un danger pour la sécurité des personnes;
- 3° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**42.** L'aide accordée au propriétaire en vertu de l'article 40 ne peut dépasser le coût de reconstruction de la résidence ni excéder 200 000 \$. Cette aide peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 19, sans dépasser le coût de reconstruction de la résidence. Elle peut l'être également avec l'aide prévue à l'article 20 si la résidence est déplacée sur le même terrain. L'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne peut dépasser 200 000 \$.

De plus, si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Les montants d'aide de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**43.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 42, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 16 et 17;

2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de sa résidence, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;

3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

4° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel si la résidence est déplacée sur le même terrain.

#### *§ 2. — Stabilisation de terrain*

**44.** La présente sous-section s'applique à la stabilisation d'un terrain menaçant une résidence afin d'en assurer la sécurité à long terme.

Une aide est accordée au propriétaire pour les travaux et les dépenses prévus dans le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis.

**45.** Avant le début des travaux, le propriétaire doit soumettre les documents suivants au ministre :

1° les permis nécessaires;

2° le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis;

3° au moins deux soumissions, d'entrepreneurs dans le domaine, pour la réalisation des travaux.

**46.** L'aide accordée au propriétaire en vertu du deuxième alinéa de l'article 44 est égale aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser le coût de reconstruction de la résidence ni excéder 200 000 \$. Cette aide peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 19, sans dépasser le coût de reconstruction de la résidence, et avec l'aide prévue à l'article 20. L'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne peut dépasser 200 000 \$.

Toutefois, lorsque le coût des travaux de stabilisation excède le coût de reconstruction de la résidence ou 200 000 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Les montants d'aide de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**47.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 46, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 16 et 17;

2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de sa résidence, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;

3° les services d'une firme d'ingénierie afin d'effectuer les expertises et la surveillance des travaux si le coût de ces expertises a été préalablement agréé par le ministre;

4° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

5° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel.

#### *§ 3. — Allocation de départ*

**48.** L'allocation de départ consiste pour le propriétaire à se reloger dans une nouvelle résidence et à démolir sa résidence ou à la transférer à un tiers en s'assurant que ce dernier la déplacera sur un autre terrain.

**49.** Le propriétaire doit :

1° procéder à la démolition de sa résidence ou la transférer à un tiers en s'assurant que ce dernier la déplacera sur un autre terrain;

2° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes;

3° faire une offre de cession de son terrain à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$.

Si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir, dans les 60 jours, une résolution de la municipalité par laquelle elle s'engage à acquérir le terrain, puis à modifier, s'il y a lieu, sa réglementation applicable de façon à interdire toute construction ou infrastructure sur ce terrain tant que subsistera un danger pour la sécurité des personnes;

3° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**50.** L'aide accordée au propriétaire est égale à 100 % du coût de reconstruction de la résidence, sans excéder 200 000 \$.

De plus, si le propriétaire de la résidence cède le terrain sur lequel elle se situe à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Lorsque le propriétaire procède au transfert de sa résidence à un tiers, tout produit est déduit du montant de l'aide. Si le produit obtenu par le propriétaire est inférieur à 30 % de la valeur marchande de la résidence, le ministre peut établir cette valeur marchande et considérer celle-ci comme étant le produit du transfert effectué par le propriétaire.

Les montants d'aide de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**51.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 50, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 16 et 17;

2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre la stabilisation de terrain, le déplacement de sa résidence ou l'allocation de départ;

3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux.

## **SECTION X**

### **MODALITÉS DU VERSEMENT DE L'AIDE**

**52.** L'aide est versée au particulier selon les modalités suivantes :

1° après analyse de la demande :

i. une avance peut être accordée pour l'aide relative à l'hébergement et au ravitaillement ou aux dommages aux biens meubles essentiels jusqu'à concurrence de 100 % du montant estimé de cette aide;

ii. une avance peut être accordée à toute autre fin pour laquelle une aide est accordée, et ce, jusqu'à concurrence de 85 % du montant estimé de cette aide;

2° lorsque la réparation ou le remplacement de ses biens endommagés ou les travaux sont achevés dans une proportion supérieure à celle correspondant à l'avance accordée, un paiement partiel ou final peut être versé, sur présentation et acceptation des pièces justificatives.

L'aide accordée au particulier peut lui être versée conjointement avec une institution financière, un entrepreneur ou un fournisseur.

## **CHAPITRE 3**

### **AIDE POUR LES PROPRIÉTAIRES DE BÂTIMENTS LOCATIFS**

#### **SECTION I**

##### **CHAMP D'APPLICATION ET EXCLUSIONS**

**53.** Le présent chapitre s'applique à un propriétaire de bâtiments locatifs qui a pris des mesures préventives temporaires, dont les biens essentiels à la location de ses bâtiments ont subi des dommages lors d'un sinistre ou dont les bâtiments essentiels sont menacés par une imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol. Ces dommages doivent être relatifs aux biens essentiels du propriétaire au moment du sinistre.

**54.** Lorsqu'un bâtiment locatif fait l'objet d'une assistance en application du chapitre 7, le propriétaire peut soumettre une demande en vertu du présent chapitre afin d'obtenir une aide pour les dommages à ce bâtiment prévue par l'article 71, à son chemin d'accès essentiel prévue par l'article 72, une aide pouvant être utilisée afin d'éliminer ou de réduire les risques de sinistres ou une aide dans le cas d'impossibilité de réparer ou de reconstruire le bâtiment prévue par les articles 76 à 90 ainsi qu'une aide relative à l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvement de sol prévue par les articles 91 à 107. Dans un tel cas, l'aide est accordée pour les dommages ou la partie de ceux-ci qui ne sont pas couverts par l'assistance accordée en vertu du chapitre 7. Le total des montants versés en application du chapitre 7 et du présent chapitre ne doit pas excéder les montants maximaux prévus dans le présent chapitre.

Lorsque la demande concerne un bâtiment pour lequel le ministre a déjà versé une aide, antérieurement à la date de la demande en raison d'une inondation survenue

postérieurement au 10 avril 2019, afin d'immuniser ce bâtiment ou de le déplacer, le propriétaire ne peut recevoir une aide, en vertu du présent chapitre.

Dans le cas où le propriétaire a refusé une allocation de départ, une aide afin d'immuniser ou de déplacer ce bâtiment en application du deuxième alinéa de l'article 228 du chapitre 7, il a droit à une aide dans la mesure prévue par le premier alinéa du présent article. Le bâtiment de nouveau inondé devient ensuite inadmissible à une aide.

**55.** Une aide est accordée au propriétaire pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses prévus expressément dans le présent chapitre.

Toutefois, sont exclus pour l'application du présent chapitre :

- 1° les pertes et les dommages dont le propriétaire est responsable;
- 2° les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont fait ou pourraient faire l'objet d'une assistance financière en vertu d'un programme établi sous le régime d'une autre loi, d'un programme du gouvernement fédéral, d'organismes publics ou communautaires ou d'associations à but non lucratif;
- 3° les dommages causés aux biens par un sinistre correspondant à un risque assurable dans la mesure où une assurance est disponible sur le marché québécois et est généralement souscrite sur le territoire désigné par le ministre. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas à un propriétaire détenant une protection contre les inondations;
- 4° les frais pour l'obtention d'une soumission;
- 5° le coût des permis municipaux requis pour effectuer, notamment, les travaux au bâtiment.

## **SECTION II**

### **DÉFINITIONS**

**56.** Pour l'application du présent chapitre sont considérés comme des biens essentiels à la location des bâtiments du propriétaire les terrains, les bâtiments, les infrastructures, les équipements et les terres agricoles servant à la location des bâtiments et apparaissant dans les plus récents états financiers ou dont il démontre qu'il en est propriétaire. Cependant, sont exclus les dommages relatifs :

- 1° aux biens liés à un culte religieux;
- 2° aux animaux de ferme;
- 3° à l'aménagement d'un terrain;
- 4° à un boisé;
- 5° à une plantation d'arbres;
- 6° aux cultures sur pied;
- 7° à la croissance d'une récolte;

8° aux automobiles et aux véhicules récréatifs.

Sont également exclus, les frais déboursés en raison de l'impossibilité de semer.

### **SECTION III** **ADMISSIBILITÉ**

**57.** Pour être admissible à une aide, le propriétaire doit :

1° louer ses bâtiments à une entreprise ou à un particulier pour qui le bâtiment constitue sa résidence principale;

2° déclarer un revenu net annuel inférieur à 500 000 \$ pour les deux années précédant l'année du sinistre;

3° déclarer un revenu total (revenu brut) inférieur à 2 000 000 \$ pour les deux années précédant l'année du sinistre.

### **SECTION IV** **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### § 1. — *Demande d'aide*

**58.** Pour obtenir une aide en application du présent chapitre, le propriétaire en fait la demande sur le formulaire prévu à cet effet. Il le transmet au ministre dans les trois mois suivant la date à laquelle le Programme est mis en œuvre ou rendu applicable par le ministre sur le territoire où se situent ses biens essentiels.

Lorsque le dommage se manifeste graduellement ou tardivement, le propriétaire fait sa demande dans les trois mois suivant le jour où le dommage se manifeste pour la première fois. Aucune demande ne peut être faite pour le dommage qui se manifeste pour la première fois plus de cinq ans après la date de la mise en œuvre du Programme ou de la décision l'ayant rendu applicable sur le territoire où se situent les biens essentiels du propriétaire.

Le propriétaire qui n'est pas en mesure de transmettre sa demande dans le délai de trois mois transmet un préavis au ministre, dans ce délai, précisant la nature de la demande projetée. À défaut, sa demande est rejetée, sauf s'il démontre qu'il a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

#### § 2. — *Assistance financière obtenue d'une autre source*

**59.** Le versement de l'aide dans le cadre du présent chapitre est conditionnel à ce que le propriétaire s'engage à rembourser au gouvernement du Québec l'aide versée pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont été ou seront l'objet d'une assistance financière provenant d'une compagnie d'assurances ou de toute autre source, sauf s'il s'agit d'un don de charité à la suite d'une collecte de fonds effectuée auprès du public.

Toutefois, le propriétaire, dont le bâtiment est visé exclusivement par le présent chapitre, n'a pas à rembourser l'aide versée pour la portion non remboursée par sa compagnie d'assurances pour des dommages causés par une inondation puisque l'aide accordée en vertu du présent chapitre peut couvrir cette portion. La franchise est exclue de l'aide pouvant être accordée.

### § 3. — *Faillite*

**60.** Un propriétaire en faillite ou qui a fait cession de ses biens n'est pas admissible à une aide en vertu du présent chapitre, sous réserve d'une proposition concordataire homologuée par le tribunal ou d'une proposition de consommateur.

### § 4. — *Précarité financière*

**61.** Advenant le cas où le propriétaire est dans une situation financière précaire au moment du sinistre ou s'il se retrouve en difficulté financière en raison du sinistre, sa participation financière peut être annulée, en tout ou en partie, après analyse de sa situation.

### § 5. — *Respect des normes applicables*

**62.** Toute action prise par le propriétaire pour mettre en œuvre l'une des mesures prévues dans le présent chapitre doit être faite conformément aux lois, aux règlements et à toute autre norme applicables, y compris à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (chapitre Q-2, r. 35).

Sans limiter la portée de ce qui précède, le propriétaire doit également, lorsque les travaux à effectuer requièrent, selon la loi, la détention d'une licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, engager un entrepreneur qualifié, c'est-à-dire détenant la licence appropriée ainsi que la bonne ou les bonnes sous-catégories de licences.

### § 6. — *Délai pour réaliser les travaux ou remplacer les biens*

**63.** Le propriétaire doit, selon le cas, terminer les travaux et procéder à la réparation ou au remplacement de ses biens endommagés faisant l'objet de l'aide dans les 12 mois suivant l'avis écrit établissant les dommages jugés admissibles ou suivant la date à laquelle le propriétaire a signifié son choix, le cas échéant, au ministre relativement à l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol. Ce délai peut être prolongé si le propriétaire démontre qu'il a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

### § 7. — *Évaluation des dommages, des montants des dommages et des frais raisonnables*

**64.** Le montant de l'aide auquel a droit un propriétaire est établi sur la base des renseignements contenus dans l'évaluation des dommages qui est faite par le ministre.

Cette évaluation fait état, notamment, des dommages causés par le sinistre aux biens essentiels, des caractéristiques de ces biens et du montant estimé des dommages.

**65.** Le ministre considère, afin d'évaluer les dommages aux biens essentiels, d'en établir le montant et de déterminer le caractère raisonnable des frais déboursés, notamment :

1° les composantes, les équipements, les travaux et la main-d'œuvre qui sont essentiels aux fins prévues par le présent chapitre;

2° le prix de chacune de ces composantes, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation des composantes, du coût de leur remplacement par des composantes de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des composantes de qualité standard;



3° le prix de chacun de ces équipements déterminé, en fonction du prix courant pour une location ou un achat et, dans ce dernier cas, du moindre du coût de réparation de ces équipements, du coût de leur remplacement par des équipements de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des équipements de qualité standard;

4° le prix d'un bien en particulier, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation de ce bien, du coût de son remplacement par un bien de qualité équivalente ou du coût de son remplacement par un bien de qualité standard;

5° le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le prix courant et le nombre d'heures habituellement requis pour effectuer ces travaux;

6° le taux combinant le prix des composantes, déterminé selon le paragraphe 2° du présent article, et le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le paragraphe 5° du présent article, pour un mètre carré ou un mètre linéaire, applicable à une superficie ou à un périmètre déterminé dans l'évaluation des dommages.

## **SECTION V**

### **MESURES PRÉVENTIVES TEMPORAIRES**

**66.** Une aide est accordée au propriétaire pour les mesures préventives temporaires suivantes qu'il a prises, lors d'un sinistre, afin de préserver ses biens :

1° placardage des ouvertures;

2° érection d'une digue, d'un remblai ou d'un enrochement de protection temporaire;

3° creusage d'un fossé;

4° préparation et installation de sacs de sable;

5° surélévation des équipements et des appareils mécaniques et électriques.

Une aide peut être accordée pour d'autres mesures de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

Le propriétaire a droit à un montant équivalant au salaire minimum pour chaque heure travaillée à mettre en place des mesures préventives temporaires ainsi qu'au remboursement des frais raisonnables déboursés.

Le montant maximal de l'aide qui peut être versé est de 8 000 \$.

## **SECTION VI**

### **FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT OU D'ENTREPOSAGE**

**67.** Une aide est accordée au propriétaire pour les frais de déménagement ou d'entreposage de ses équipements lorsque ceux-ci ont dû être déménagés ou entreposés en raison d'un sinistre ou des travaux à ses bâtiments à la suite d'un tel sinistre. Le montant de cette aide est égal aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser la somme de 2 500 \$.

## **SECTION VII**

### **DOMMAGES AUX BIENS ET AUX CHEMINS D'ACCÈS ESSENTIELS**

#### § 1. — *Bâtiments*

##### A. — *Travaux d'urgence*

**68.** Une aide est accordée au propriétaire pour les travaux d'urgence suivants qu'il a dû effectuer en raison du sinistre :

- 1° pompage de l'eau;
- 2° démolition;
- 3° élimination des débris;
- 4° nettoyage;
- 5° désinfection;
- 6° extermination;
- 7° décontamination;
- 8° déshumidification.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

Le propriétaire a droit à un montant équivalant au salaire minimum pour chaque heure où il a effectué des travaux d'urgence ainsi qu'au remboursement des frais raisonnables déboursés.

##### B. — *Travaux temporaires*

**69.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour des travaux temporaires afin que ses bâtiments soient habitables ou fonctionnels, selon le type de location, avant la réalisation des travaux permanents. L'aide est accordée pour les travaux temporaires suivants que le propriétaire a dû effectuer en raison du sinistre :

- 1° rétablissement temporaire de l'électricité dans les bâtiments;
- 2° pose d'une isolation minimale;
- 3° placardage des ouvertures.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

##### C. — *Participation financière pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires*

**70.** Un montant de 1 000 \$ est déduit de l'aide totale accordée en vertu des articles 68 et 69.

## D. — *Domages aux bâtiments*

71. Une aide est accordée au propriétaire pour les composantes suivantes de ses bâtiments endommagés par le sinistre :

- 1° fondations, semelles, piliers de soutien, murs porteurs, dalles de béton, drains français, charpente, abris d'auto et garages, ainsi qu'entrées de sous-sol;
- 2° revêtement extérieur et cheminées;
- 3° matériaux de recouvrement des toitures;
- 4° galeries extérieures donnant accès aux entrées, y compris marches et main courante;
- 5° portes extérieures et fenêtres;
- 6° isolation de la structure et des murs;
- 7° entrée électrique ainsi que systèmes et raccords électriques;
- 8° tuyauterie, raccords d'égouts, raccords d'eau et appareils sanitaires;
- 9° faux planchers, leur isolation et recouvrements de sol fixes;
- 10° placoplâtre, plâtrage et peinture des murs intérieurs, moulures de bas de murs et portes intérieures;
- 11° limons, marches, contremarches et main courante des escaliers intérieurs;
- 12° comptoir, tiroirs, tablettes et panneaux des armoires et des meubles-lavabos;
- 13° systèmes de chauffage principal et d'appoint, échangeur d'air et ses conduits ainsi que système de climatisation;
- 14° pompes et puits de captation, fosses septiques, champs d'évacuation, systèmes d'approvisionnement en eau potable, systèmes de filtration et de traitement d'eau potable, réservoirs à eau chaude;
- 15° équipements pour personnes handicapées.

Une aide peut être accordée pour d'autres composantes si elles sont essentielles au sain maintien des bâtiments.

L'aide accordée au propriétaire est égale à 75 % du montant des dommages admissibles, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment.

Pour l'application du présent chapitre, le coût de reconstruction du bâtiment correspond au coût neuf du bâtiment, au moment du sinistre, établi conformément à la partie 3E du Manuel d'évaluation foncière du Québec et rajusté au 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant le sinistre, excluant les dépendances. Dans le cas où l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, le coût neuf du bâtiment est établi à cette date, si l'imminence n'a pas été précédée d'un autre sinistre. Le coût neuf peut cependant être rajusté si le propriétaire démontre qu'un de ses biens

essentiels faisant partie intégrante de son bâtiment et répondant aux critères de l'article 901 du Code civil du Québec n'a pas été pris en compte dans l'établissement de celui-ci.

#### E. — *Dommmages aux chemins d'accès essentiels*

**72.** Une aide, égale à 75 % des frais raisonnables déboursés, est accordée à un propriétaire pour les travaux nécessaires effectués aux chemins d'accès essentiels, dont il est propriétaire ou responsable de l'entretien, afin de permettre un accès minimal et sécuritaire aux immeubles essentiels à la location.

#### § 2. — *Autres biens*

**73.** Une aide, égale à 75 % des frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour les dommages causés à ses autres biens.

Cependant, l'aide accordée pour des dommages à un terrain ou à une terre agricole ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée en vigueur au moment du sinistre.

#### § 3. — *Maximum de l'aide*

**74.** Le montant total de l'aide accordée au propriétaire pour les dommages aux bâtiments, aux chemins d'accès essentiels et à ses autres biens en vertu des articles 71, 72 et 73 ne peut excéder 265 000 \$. Ce dernier montant est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant d'aide sera indexé de 5 000 \$.

#### § 4. — *Aide additionnelle*

**75.** Une aide additionnelle, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels.

### **SECTION VIII**

#### **AIDE POUVANT ÊTRE UTILISÉE AFIN D'ÉLIMINER OU DE RÉDUIRE LES RISQUES DE SINISTRES ET AIDE EN CAS D'IMPOSSIBILITÉ DE RÉPARER OU DE RECONSTRUIRE LES BÂTIMENTS**

**76.** L'aide visée aux articles 68, 69, 71 et 72 peut, au lieu ou en plus d'être utilisée aux fins visées dans ces articles, être utilisée pour l'immunisation ou le déplacement des bâtiments ou à titre d'allocation de départ conformément aux articles de la présente section.

L'aide accordée en vertu du premier alinéa du présent article peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 73 pour les dommages causés à ses autres biens, sans toutefois dépasser les montants maximaux prévus dans la présente section.

**77.** Au sens de la présente section, il y a impossibilité de réparer ou de reconstruire les bâtiments lorsque la municipalité concernée refuse au propriétaire un permis pour la réparation des dommages à ses bâtiments ou pour leur reconstruction en raison de l'importance des dommages.

## § 1. — *Immunitation des bâtiments*

**78.** L'immunitation des bâtiments consiste à appliquer différentes mesures visant à apporter la protection nécessaire pour éviter des dommages qui pourraient être causés par une inondation.

Une aide est accordée au propriétaire pour les travaux et les dépenses prévus dans le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis.

**79.** Avant le début des travaux, le propriétaire doit soumettre les documents suivants au ministre :

1° les permis nécessaires;

2° le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis;

3° au moins deux soumissions, d'entrepreneurs dans le domaine, pour la réalisation des travaux.

**80.** L'aide accordée au propriétaire équivaut à la somme des montants d'aide auxquels le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus aux articles 68, 69 et 72 et les dommages au bâtiment prévus à l'article 71, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction du bâtiment. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 71, 72 et 73 ne doit pas dépasser 265 000 \$.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'une municipalité exige du propriétaire qu'il procède à l'immunitation d'un bâtiment, l'aide accordée en vertu du deuxième alinéa de l'article 78 équivaut à 75 % des frais raisonnables déboursés. Cette aide, additionnée à l'aide prévue à l'article 71 pour les dommages aux bâtiments, ne peut excéder le coût de reconstruction du bâtiment. L'aide totale accordée en vertu du deuxième alinéa de l'article 78 et l'aide accordée en application des articles 71, 72 et 73 ne peut dépasser 265 000 \$. De plus, une aide égale au montant de l'aide auquel le propriétaire aurait droit pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires prévus aux articles 68 et 69, n'eût été sa participation financière, lui est accordée.

Le montant d'aide de 265 000 \$ est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant d'aide sera indexé de 5 000 \$.

### A. — *Aide additionnelle*

**81.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 80, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre l'immunitation, le déplacement de ses bâtiments ou l'allocation de départ;

2° les services d'une firme d'ingénierie afin d'effectuer les expertises et la surveillance des travaux si le coût de ces expertises a été préalablement agréé par le ministre;

3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris des fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

4° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel.

## § 2. — *Déplacement des bâtiments*

**82.** La présente sous-section s'applique au déplacement des bâtiments sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'ils soient dorénavant installés sur un site qui assure leur sécurité à long terme. Les bâtiments doivent être déplacés dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**83.** L'aide est accordée au propriétaire pour les dépenses et les travaux suivants :

1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur au moment du sinistre;

2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;

3° certificat de localisation du nouveau terrain;

4° expertise pour le déplacement des bâtiments sur le même terrain;

5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire aux bâtiments;

6° travaux de terrassement requis pour que les bâtiments soient conformes à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager, ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;

7° permis requis par toute norme applicable au transport des bâtiments et de leurs dépendances et à leur installation sur le site d'accueil;

8° transport des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à la location des bâtiments, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;

9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec le bâtiment;

10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et l'élimination des matériaux excavés;

11° installation des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à la location des bâtiments, sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;

12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries;

13° isolation du sous-sol et finition des pièces au sous-sol, si ces pièces étaient nécessaires à la location des bâtiments et déjà aménagées avant le déplacement des bâtiments;

14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint, de l'échangeur d'air et de ses conduits ainsi que du système de climatisation;

15° installation septique et puits artésien, si les bâtiments ne peuvent être raccordés aux réseaux municipaux;

16° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement des bâtiments;

17° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement des bâtiments;

18° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou travaux s'ils sont nécessaires au déplacement des bâtiments.

**84.** Le propriétaire doit procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**85.** L'aide accordée au propriétaire équivaut à la somme des montants d'aide auxquels le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus aux articles 68, 69 et 72 et les dommages au bâtiment prévus à l'article 71, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction du bâtiment. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 71, 72 et 73 ne doit pas dépasser 265 000 \$.

De plus, si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de celle pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, ne peut dépasser 325 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment, l'aide accordée au propriétaire équivaut au montant d'aide auquel le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages au bâtiment prévus à l'article 71 et à un montant équivalant aux frais raisonnables déboursés pour les dépenses et les travaux prévus à l'article 83, sans excéder le coût de reconstruction du bâtiment, et à l'aide à laquelle il aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages à ses autres biens prévus à l'article 73 et pour les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus à l'article 72 si le bâtiment est déplacé sur le même terrain. Toutefois, l'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne doit pas dépasser 265 000 \$.

De plus, si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situe le bâtiment visé par le troisième alinéa du présent article à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### A. — Aide additionnelle

**86.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 85, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de ses bâtiments ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels si les bâtiments sont déplacés sur le même terrain;

4° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 68 et 69, dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment.

#### § 3. — Allocation de départ

**87.** L'allocation de départ consiste pour le propriétaire à se relocaliser pour poursuivre la location de bâtiments et à démolir ses bâtiments existants.

**88.** Le propriétaire doit :

1° se relocaliser et poursuivre la location de bâtiments;

2° procéder à la démolition de ses bâtiments;

3° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;



2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**89.** L'aide accordée au propriétaire équivaut à la somme des montants d'aide auxquels le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus aux articles 68, 69 et 72 et les dommages au bâtiment prévus à l'article 71, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction du bâtiment. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 71, 72 et 73 ne doit pas dépasser 265 000 \$.

De plus, si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de celle pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, ne peut dépasser 325 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment, l'aide accordée au propriétaire est égale à 100 % du coût de reconstruction des bâtiments et à l'aide à laquelle le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages à ses autres biens prévus à l'article 73, sans dépasser 265 000 \$.

De plus, si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments visés par le troisième alinéa du présent article à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au troisième alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**90.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 89, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de ses bâtiments ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 68 et 69 dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment.

## **SECTION IX**

### **AIDE RELATIVE À L'IMMINENCE DE SUBMERSION, D'ÉROSION OU DE MOUVEMENTS DE SOL**

**91.** Aux fins de l'application de la présente section, une menace imminente de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol est ci-après dénommée « imminence de mouvements de sol ».

**92.** Une aide est accordée au propriétaire pour le déplacement de ses bâtiments ou pour la stabilisation du terrain sur lequel se situent ses bâtiments menacés par l'imminence de mouvements de sol. La disponibilité de ces deux options dépend notamment de leur faisabilité, du coût estimé pour leur réalisation, de l'application des principes de développement durable et de la sécurité publique.

**93.** Une aide peut être accordée à titre d'allocation de départ au propriétaire dans l'une des situations suivantes :

1° le déplacement des bâtiments ou la stabilisation du terrain ne sont pas possibles pour des raisons techniques;

2° le coût estimé pour le déplacement des bâtiments ou pour la stabilisation du terrain est substantiellement plus élevé que l'aide pouvant être accordée à ces fins.

**94.** Le propriétaire doit aviser le ministre de son choix, par écrit, dans les 30 jours suivant l'avis écrit établissant les possibilités de déplacement des bâtiments, de stabilisation de terrain ou d'allocation de départ. Ce délai pourra être prolongé si le propriétaire démontre qu'il a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

#### *§ 1. — Déplacement des bâtiments*

**95.** La présente sous-section s'applique au déplacement des bâtiments sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'ils soient dorénavant installés sur un site qui assure leur sécurité à long terme. Les bâtiments doivent être déplacés dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**96.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au propriétaire pour les dépenses et les travaux suivants :

1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre;

2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;

3° certificat de localisation du nouveau terrain;

4° expertise pour le déplacement des bâtiments sur le même terrain;

5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire aux bâtiments;

6° travaux de terrassement requis pour que les bâtiments soient conformes à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager, ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;

7° permis requis par toute norme applicable au transport des bâtiments et de leurs dépendances et à leur installation sur le site d'accueil;

8° transport des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à la location des bâtiments, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;

9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec le bâtiment;

10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et l'élimination des matériaux excavés;

11° installation des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à la location des bâtiments, sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;

12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries;

13° isolation du sous-sol et finition des pièces au sous-sol, si ces pièces étaient nécessaires à la location des bâtiments et déjà aménagées avant le déplacement des bâtiments;

14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint, de l'échangeur d'air et de ses conduits ainsi que du système de climatisation;

15° installation septique et puits artésien, si les bâtiments ne peuvent être raccordés aux réseaux municipaux;

16° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement des bâtiments;

17° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement des bâtiments;

18° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou travaux s'ils sont nécessaires au déplacement des bâtiments.

**97.** Le propriétaire doit :

1° obtenir d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

2° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes;

3° faire une offre de cession de son terrain à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$.

Si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir, dans les 60 jours, une résolution de la municipalité par laquelle elle s'engage à acquérir le terrain, puis à modifier, s'il y a lieu, sa réglementation applicable de façon à interdire toute construction ou infrastructure sur ce terrain tant que subsistera un danger pour la sécurité des personnes;

3° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**98.** L'aide accordée au propriétaire en vertu de l'article 96 ne peut dépasser le coût de reconstruction du bâtiment ni excéder 265 000 \$. Cette aide peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 71, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment, et avec l'aide prévue à l'article 73. Elle peut également l'être avec l'aide prévue à l'article 72 si les bâtiments sont déplacés sur le même terrain. L'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne peut dépasser 265 000 \$.

De plus, si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**99.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 98, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 68 et 69;

2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de ses bâtiments, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;

3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

4° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels si les bâtiments sont déplacés sur le même terrain.

## § 2. — Stabilisation de terrain

**100.** La présente sous-section s'applique à la stabilisation de terrain menaçant les bâtiments d'un propriétaire afin d'en assurer la sécurité à long terme.

Une aide est accordée au propriétaire pour les travaux et les dépenses prévus dans le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis.

**101.** Avant le début des travaux, le propriétaire doit soumettre les documents suivants au ministre :

- 1° les permis nécessaires;
- 2° le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis;
- 3° au moins deux soumissions, d'entrepreneurs dans le domaine, pour la réalisation des travaux.

**102.** L'aide accordée au propriétaire en vertu du deuxième alinéa de l'article 100 est égale aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment ni excéder 265 000 \$. Cette aide peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 71, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment, et avec l'aide prévue aux articles 72 et 73. L'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne peut dépasser 265 000 \$.

Toutefois, lorsque le coût des travaux de stabilisation excède le coût de reconstruction ou 265 000 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

### A. — Aide additionnelle

**103.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 102, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

- 1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 68 et 69;
- 2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de ses bâtiments, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;
- 3° les services d'une firme d'ingénierie afin d'effectuer les expertises et la surveillance des travaux si le coût de ces expertises a été préalablement agréé par le ministre;

4° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

5° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels.

### § 3. — *Allocation de départ*

**104.** L'allocation de départ consiste pour le propriétaire à se relocaliser pour poursuivre la location de bâtiments et à démolir ses bâtiments ou à les transférer à un tiers en s'assurant que ce dernier les déplacera sur un autre terrain.

**105.** Le propriétaire doit :

1° se relocaliser et poursuivre la location de bâtiments;

2° procéder à la démolition de ses bâtiments ou les transférer à un tiers en s'assurant que ce dernier les déplacera sur un autre terrain;

3° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes;

4° faire une offre de cession de son terrain à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$.

Si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, il s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir, dans les soixante (60) jours, une résolution de la municipalité par laquelle elle s'engage à acquérir le terrain, puis à modifier, s'il y a lieu, sa réglementation applicable de façon à interdire toute construction ou infrastructure sur ce terrain tant que subsistera un danger pour la sécurité des personnes;

3° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**106.** L'aide accordée au propriétaire est égale à 100 % du coût de reconstruction des bâtiments et au montant d'aide auquel le propriétaire aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages prévus à l'article 73, sans dépasser 265 000 \$.

De plus, si le propriétaire cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Lorsque le propriétaire procède au transfert de ses bâtiments à un tiers, tout produit est déduit du montant de l'aide. Si le produit obtenu par le propriétaire est inférieur à 30 % de la valeur marchande de ses bâtiments, le ministre peut établir cette valeur marchande et considérer celle-ci comme étant le produit du transfert effectué par le propriétaire.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### A. — Aide additionnelle

**107.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 106, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

- 1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 68 et 69;
- 2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au propriétaire d'effectuer un choix entre le déplacement de ses bâtiments, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;
- 3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le propriétaire doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux.

### **SECTION X**

#### **MODALITÉS DU VERSEMENT DE L'AIDE**

**108.** L'aide est versée au propriétaire selon les modalités suivantes :

- 1° après analyse de la demande, une avance peut être accordée jusqu'à concurrence de 85 % du montant estimé de l'aide;
- 2° lorsque la réparation ou le remplacement de ses biens endommagés ou les travaux sont terminés dans une proportion supérieure à celle correspondant à l'avance accordée, un paiement partiel ou final peut être versé, sur présentation et acceptation des pièces justificatives.

L'aide accordée au propriétaire peut lui être versée conjointement avec une institution financière, un entrepreneur ou un fournisseur.

### **CHAPITRE 4**

#### **AIDE POUR LES ENTREPRISES**

### **SECTION I**

#### **CHAMP D'APPLICATION ET EXCLUSIONS**

**109.** Le présent chapitre s'applique à une entreprise qui a pris des mesures préventives temporaires, dont les biens essentiels à son exploitation ont subi des dommages lors d'un sinistre ou dont les bâtiments essentiels sont menacés par une imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol. Ces dommages doivent être relatifs aux biens essentiels de l'entreprise au moment du sinistre.

**110.** Lorsqu'un bâtiment servant à l'exploitation de l'entreprise fait l'objet d'une assistance en application du chapitre 7, l'entreprise peut soumettre une demande en vertu du présent

chapitre afin d'obtenir une aide pour les dommages à ce bâtiment prévue par l'article 128, à son chemin d'accès essentiel prévue par l'article 129, une aide pouvant être utilisée afin d'éliminer ou de réduire les risques de sinistres ou une aide dans le cas d'impossibilité de réparer ou de reconstruire le bâtiment prévue par les articles 133 à 147 ainsi qu'une aide relative à l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvement de sol prévue par les articles 148 à 164. Dans un tel cas, l'aide est accordée pour les dommages ou la partie de ceux-ci qui ne sont pas couverts par l'assistance accordée en vertu du chapitre 7. Le total des montants versés en application du chapitre 7 et du présent chapitre ne doit pas excéder les montants maximaux prévus dans le présent chapitre.

Lorsque la demande concerne un bâtiment pour lequel le ministre a déjà versé une aide, antérieurement à la date de la demande en raison d'une inondation survenue postérieurement au 10 avril 2019, afin d'immuniser ce bâtiment ou de le déplacer, l'entreprise ne peut recevoir une aide en vertu du présent chapitre.

Dans le cas où le particulier a refusé une allocation de départ, une aide afin d'immuniser ou de déplacer ce bâtiment en application du deuxième alinéa de l'article 228 du chapitre 7, l'entreprise a droit à une aide dans la mesure prévue par le premier alinéa du présent article. Le bâtiment de nouveau inondé devient ensuite inadmissible à une aide.

**111.** Une aide est accordée à l'entreprise pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses prévus expressément dans le présent chapitre.

Toutefois, sont exclus pour l'application du présent chapitre :

- 1° les pertes et les dommages dont l'entreprise est responsable;
- 2° les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont fait ou pourraient faire l'objet d'une assistance financière en vertu d'un programme établi sous le régime d'une autre loi, d'un programme du gouvernement fédéral, d'organismes publics ou communautaires ou d'associations à but non lucratif;
- 3° les dommages causés aux biens par un sinistre correspondant à un risque assurable dans la mesure où une assurance est disponible sur le marché québécois et est généralement souscrite sur le territoire désigné par le ministre. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas à une entreprise détenant une protection contre les inondations;
- 4° les frais pour l'obtention d'une soumission;
- 5° le coût des permis municipaux requis pour effectuer, notamment, les travaux au bâtiment.

## **SECTION II**

### **DÉFINITIONS**

**112.** Pour l'application du présent chapitre, le terme « entreprise » peut notamment désigner une société par actions, une société de personnes, un organisme à but non lucratif, un travailleur autonome, une coopérative ou une fabrique. Cependant, ce terme ne comprend pas :

- 1° le propriétaire d'un bâtiment locatif;



2° les organismes publics et parapublics et les organismes gouvernementaux visés au paragraphe 4° de l'article 2 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3);

3° les organismes à but non lucratif qui se retrouvent dans l'un des cas suivants :

- i. ils ne sont pas utiles à la collectivité;
- ii. ils n'ont pas une vocation humanitaire;
- iii. ils ont des activités exclusivement récréatives;
- iv. ils ont des activités ou des lieux auxquels le public n'a pas librement accès;

4° les banques et les institutions autorisées à recevoir des dépôts en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts (chapitre A-26).

**113.** Pour l'application du présent chapitre, sont considérés comme des biens essentiels à l'exploitation d'une entreprise les terrains, les bâtiments, les infrastructures, les équipements, les stocks et les terres agricoles servant à l'exploitation de l'entreprise et apparaissant dans les plus récents états financiers ou dont elle est propriétaire. Cependant, sont exclus les dommages relatifs :

1° aux biens liés à un culte religieux, sauf s'ils font partie des stocks de l'entreprise;

2° aux animaux de ferme;

3° à l'aménagement d'un terrain;

4° à un boisé;

5° à une plantation d'arbres;

6° aux cultures sur pied;

7° à la croissance d'une récolte;

8° aux automobiles et aux véhicules récréatifs, sauf s'ils font partie des stocks de l'entreprise.

Sont également exclus, les frais déboursés en raison de l'impossibilité de semer.

### **SECTION III**

#### **ADMISSIBILITÉ**

**114.** Pour être admissible à une aide :

1° une entreprise doit déclarer un revenu annuel inférieur à 500 000 \$ pour les deux années précédant l'année du sinistre;

2° une entreprise doit également déclarer un revenu total (revenu brut) inférieur à 2 000 000 \$ pour les deux années précédant l'année du sinistre;

3° lorsqu'il s'agit d'une société par actions, le ou les actionnaires détenant au moins 50 % des actions avec droit de vote de la société doivent démontrer, pour l'une des deux années

précédant l'année du sinistre, que les revenus qu'ils en retirent représentent leur principal moyen de subsistance ou que ces revenus permettent d'atteindre ou de se rapprocher du seuil de faible revenu établi par Statistique Canada;

4° lorsqu'il s'agit d'une société de personnes, le ou les associés participant à au moins 50 % des bénéfices de la société doivent démontrer, pour l'une des deux années précédant l'année du sinistre, que les revenus qu'ils en retirent représentent leur principal moyen de subsistance ou que ces revenus permettent d'atteindre ou de se rapprocher du seuil de faible revenu établi par Statistique Canada;

5° lorsqu'il s'agit d'un travailleur autonome, il doit démontrer, pour l'une des deux années précédant l'année du sinistre, que les revenus provenant de son entreprise constituaient son principal moyen de subsistance ou que ces revenus permettaient d'atteindre ou de se rapprocher du seuil de faible revenu établi par Statistique Canada.

Dans le cas d'une société par actions ou d'une coopérative, le revenu annuel correspond au revenu imposable, alors que dans le cas d'une société de personnes ainsi que de toute autre entreprise, il correspond au revenu net.

## **SECTION IV**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### *§ 1. — Demande d'aide*

**115.** Pour obtenir une aide en application du présent chapitre, l'entreprise en fait la demande sur le formulaire prévu à cet effet. Elle le transmet au ministre dans les trois mois suivant la date à laquelle le Programme est mis en œuvre ou rendu applicable par le ministre sur le territoire où se situent ses biens essentiels.

Lorsque le dommage se manifeste graduellement ou tardivement, l'entreprise fait sa demande dans les trois mois suivant le jour où le dommage se manifeste pour la première fois. Aucune demande ne peut être faite pour le dommage qui se manifeste pour la première fois plus de cinq ans après la date de la mise en œuvre du Programme ou de la décision l'ayant rendu applicable sur le territoire où se situent les biens essentiels de l'entreprise.

L'entreprise qui n'est pas en mesure de transmettre sa demande dans le délai de trois mois transmet un préavis au ministre, dans ce délai, précisant la nature de la demande projetée. À défaut, sa demande est rejetée, sauf si elle démontre qu'elle a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

#### *§ 2. — Assistance financière obtenue d'une autre source*

**116.** Le versement de l'aide dans le cadre du présent chapitre est conditionnel à ce que l'entreprise s'engage à rembourser au gouvernement du Québec l'aide versée pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont été ou seront l'objet d'une assistance financière provenant d'une compagnie d'assurances ou de toute autre source, sauf s'il s'agit d'un don de charité à la suite d'une collecte de fonds effectuée auprès du public.

Toutefois, l'entreprise, dont le bâtiment est visé exclusivement par le présent chapitre, n'a pas à rembourser l'aide versée pour la portion non remboursée par sa compagnie d'assurances pour des dommages causés par une inondation, puisque l'aide accordée en vertu du présent chapitre peut couvrir cette portion. La franchise est exclue de l'aide pouvant être accordée.

### § 3. — *Faillite*

**117.** Une entreprise en faillite ou qui a fait cession de ses biens n'est pas admissible à une aide en vertu du présent chapitre, sous réserve d'une proposition concordataire homologuée par le tribunal.

### § 4. — *Précarité financière*

**118.** Advenant le cas où l'entreprise est dans une situation financière précaire au moment du sinistre ou si elle se retrouve en difficulté financière en raison du sinistre, sa participation financière peut être annulée en tout ou en partie, après analyse de sa situation.

### § 5. — *Respect des normes applicables*

**119.** Toute action prise par l'entreprise pour mettre en œuvre l'une des mesures prévues dans le présent chapitre doit être faite conformément aux lois, aux règlements et à toute autre norme applicables, y compris à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (chapitre Q-2, r. 35).

Sans limiter la portée de ce qui précède, l'entreprise doit également, lorsque les travaux à effectuer requièrent, selon la loi, la détention d'une licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, engager un entrepreneur qualifié, c'est-à-dire détenant la licence appropriée ainsi que la bonne ou les bonnes sous-catégories de licences.

### § 6. — *Délai pour réaliser les travaux ou remplacer les biens*

**120.** L'entreprise doit, selon le cas, terminer les travaux et procéder à la réparation ou au remplacement de ses biens endommagés faisant l'objet de l'aide dans les 12 mois suivant l'avis écrit établissant les dommages jugés admissibles ou suivant la date à laquelle l'entreprise a signifié son choix, le cas échéant, au ministre relativement à l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol. Ce délai peut être prolongé si l'entreprise démontre qu'elle a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

### § 7. — *Évaluation des dommages, des montants des dommages et des frais raisonnables*

**121.** Le montant de l'aide auquel a droit une entreprise est établi sur la base des renseignements contenus dans l'évaluation des dommages qui est faite par le ministre.

Cette évaluation fait état, notamment, des dommages causés par le sinistre aux biens essentiels, des caractéristiques de ces biens et du montant estimé des dommages.

**122.** Le ministre considère, afin d'évaluer les dommages aux biens essentiels, d'en établir le montant et de déterminer le caractère raisonnable des frais déboursés, notamment :

1° les composantes, les équipements, les travaux et la main-d'œuvre qui sont essentiels aux fins prévues par le présent chapitre;

2° le prix de chacune de ces composantes, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation des composantes, du coût de leur remplacement par des composantes de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des composantes de qualité standard;

3° le prix de chacun de ces équipements, déterminé en fonction du prix courant pour une location ou un achat et, dans ce dernier cas, du moindre du coût de réparation de ces équipements, du coût de leur remplacement par des équipements de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des équipements de qualité standard;

4° le prix d'un bien en particulier, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation de ce bien, du coût de son remplacement par un bien de qualité équivalente ou du coût de son remplacement par un bien de qualité standard;

5° le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le prix courant et le nombre d'heures habituellement requis pour effectuer ces travaux;

6° le taux combinant le prix des composantes, déterminé selon le paragraphe 2° du présent article, et le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le paragraphe 5° du présent article, pour un mètre carré ou un mètre linéaire, applicable à une superficie ou à un périmètre déterminé dans l'évaluation des dommages.

## **SECTION V**

### **MESURES PRÉVENTIVES TEMPORAIRES**

**123.** Une aide est accordée à l'entreprise pour les mesures préventives temporaires suivantes qu'elle a prises lors d'un sinistre afin de préserver ses biens :

1° placardage des ouvertures;

2° érection d'une digue, d'un remblai ou d'un enrochement de protection temporaire;

3° creusage d'un fossé;

4° préparation et installation de sacs de sable;

5° surélévation des stocks et des équipements et des appareils mécaniques et électriques.

Une aide peut être accordée pour d'autres mesures de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

L'aide est égale aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser la somme de 8 000 \$.

## **SECTION VI**

### **FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT OU D'ENTREPOSAGE**

**124.** Une aide est accordée à l'entreprise pour les frais de déménagement ou d'entreposage de ses équipements et de ses stocks lorsque ceux-ci ont dû être déménagés ou entreposés en raison d'un sinistre ou des travaux à ses bâtiments à la suite d'un tel sinistre. Le montant de cette aide est égal aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser la somme de 2 500 \$.

## **SECTION VII**

### **DOMMAGES AUX BIENS ET AUX CHEMINS D'ACCÈS ESSENTIELS**

#### § 1. — *Bâtiments*

##### A. — *Travaux d'urgence*

**125.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à l'entreprise pour les travaux d'urgence suivants qu'elle a dû effectuer en raison du sinistre :

- 1° pompage de l'eau;
- 2° démolition;
- 3° élimination des débris;
- 4° nettoyage;
- 5° désinfection;
- 6° extermination;
- 7° décontamination;
- 8° déshumidification.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

##### B. — *Travaux temporaires*

**126.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à l'entreprise pour des travaux temporaires afin que ses bâtiments soient fonctionnels avant la réalisation des travaux permanents. L'aide est accordée pour les travaux temporaires suivants que l'entreprise a dû effectuer en raison du sinistre :

- 1° rétablissement temporaire de l'électricité dans les bâtiments;
- 2° pose d'une isolation minimale;
- 3° placardage des ouvertures.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

##### C. — *Participation financière pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires*

**127.** Un montant de 1 000 \$ est déduit de l'aide totale accordée en vertu des articles 125 et 126.

## D. — Dommages aux bâtiments

**128.** Une aide est accordée à l'entreprise pour les composantes suivantes de ses bâtiments endommagés par le sinistre :

- 1° fondations, semelles, piliers de soutien, murs porteurs, dalles de béton, drains français, charpente, abris d'auto et garages, ainsi qu'entrées de sous-sol;
- 2° revêtement extérieur et cheminées;
- 3° matériaux de recouvrement des toitures;
- 4° galeries extérieures donnant accès aux entrées, y compris marches et main courante;
- 5° portes extérieures et fenêtres;
- 6° isolation de la structure et des murs;
- 7° entrée électrique ainsi que systèmes et raccords électriques;
- 8° tuyauterie, raccords d'égouts, raccords d'eau et appareils sanitaires;
- 9° faux planchers, isolation et recouvrements de sol fixes;
- 10° placoplâtre, plâtrage et peinture des murs intérieurs, moulures de bas de murs et portes intérieures;
- 11° limons, marches, contremarches et main courante des escaliers intérieurs;
- 12° comptoir, tiroirs, tablettes et panneaux des armoires et des meubles-lavabos;
- 13° systèmes de chauffage principal et d'appoint, échangeur d'air et ses conduits ainsi que système de climatisation;
- 14° pompes et puits de captation, fosses septiques, champs d'évacuation, systèmes d'approvisionnement en eau potable, systèmes de filtration et de traitement d'eau potable, réservoirs à eau chaude;
- 15° équipements pour personnes handicapées.

Une aide peut être accordée pour d'autres composantes si elles sont essentielles au sain maintien des bâtiments.

L'aide accordée à l'entreprise est égale à 75 % du montant des dommages admissibles, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment.

Pour l'application du présent chapitre, le coût de reconstruction du bâtiment correspond au coût neuf du bâtiment, au moment du sinistre, établi conformément à la partie 3E du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* et rajusté au 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant le sinistre, excluant les dépendances. Dans le cas où l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, le coût neuf du bâtiment est établi à cette date, si l'imminence n'a pas été précédée d'un autre sinistre. Le coût neuf peut cependant être rajusté si l'entreprise démontre qu'un de ses biens essentiels

faisant partie intégrante de son bâtiment et répondant aux critères de l'article 901 du Code civil du Québec n'a pas été pris en compte dans l'établissement de celui-ci.

*E. — Dommages aux chemins d'accès essentiels*

**129.** Une aide, égale à 75 % des frais raisonnables déboursés, est accordée à une entreprise pour les travaux nécessaires effectués aux chemins d'accès essentiels à son exploitation, dont elle est propriétaire ou responsable de l'entretien, afin de permettre un accès minimal et sécuritaire aux immeubles essentiels à son exploitation.

*§ 2. — Autres biens*

**130.** Une aide, égale à 75 % des frais raisonnables déboursés, est accordée à une entreprise pour les dommages causés à ses autres biens.

Toutefois, l'aide accordée pour des dommages à un terrain ou à une terre agricole ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée en vigueur au moment du sinistre.

*§ 3. — Maximum de l'aide*

**131.** Le montant total de l'aide accordée à l'entreprise pour les dommages aux bâtiments, aux chemins d'accès essentiels et à ses autres biens en vertu des articles 128, 129 et 130 ne peut excéder 265 000 \$. Ce dernier montant est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant d'aide sera indexé de 5 000 \$.

*§ 4. — Aide additionnelle*

**132.** Une aide additionnelle, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à l'entreprise pour les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels.

**SECTION VIII**

**AIDE POUVANT ÊTRE UTILISÉE AFIN D'ÉLIMINER OU DE RÉDUIRE LES RISQUES DE SINISTRES ET AIDE EN CAS D'IMPOSSIBILITÉ DE RÉPARER OU DE RECONSTRUIRE LES BÂTIMENTS**

**133.** L'aide visée aux articles 125, 126, 128 et 129 peut, au lieu ou en plus d'être utilisée aux fins visées à ces articles, être utilisée pour l'immunisation ou le déplacement des bâtiments ou à titre d'allocation de départ conformément aux articles de la présente section.

L'aide accordée en vertu du premier alinéa du présent article peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 130 pour les dommages causés à ses autres biens, sans toutefois dépasser les montants maximaux prévus dans la présente section.

**134.** Au sens de la présente section, il y a impossibilité de réparer ou de reconstruire les bâtiments lorsque la municipalité concernée refuse à l'entreprise un permis pour la réparation des dommages à ses bâtiments ou pour leur reconstruction en raison de l'importance des dommages.

## § 1. — *Immunisation des bâtiments*

**135.** L'immunisation des bâtiments consiste à appliquer différentes mesures visant à apporter la protection nécessaire pour éviter des dommages qui pourraient être causés par une inondation.

Une aide est accordée à l'entreprise pour les travaux et les dépenses prévus dans le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis.

**136.** Avant le début des travaux, l'entreprise doit soumettre les documents suivants au ministre :

- 1° les permis nécessaires;
- 2° le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis;
- 3° au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux, d'entrepreneurs dans le domaine.

**137.** L'aide accordée à l'entreprise équivaut à la somme des montants d'aide auxquels l'entreprise aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus aux articles 125, 126 et 129 et les dommages au bâtiment prévus à l'article 128, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction du bâtiment. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 128, 129 et 130 ne doit pas dépasser 265 000 \$.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'une municipalité exige de l'entreprise qu'elle procède à l'immunisation d'un bâtiment, l'aide accordée en vertu du deuxième alinéa de l'article 135 équivaut à 75 % des frais raisonnables déboursés. Cette aide, additionnée à l'aide prévue à l'article 128 pour les dommages aux bâtiments, ne peut excéder le coût de reconstruction du bâtiment. L'aide totale accordée en vertu du deuxième alinéa de l'article 135 et l'aide accordée en application des articles 128, 129 et 130 ne peut dépasser 265 000 \$. De plus, une aide égale au montant de l'aide auquel l'entreprise aurait droit pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires prévus aux articles 125 et 126, n'eût été sa participation financière, lui est accordée.

Le montant d'aide de 265 000 \$ est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant d'aide sera indexé de 5 000 \$.

### A. — *Aide additionnelle*

**138.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 137, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

- 1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre à l'entreprise d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de ses bâtiments ou l'allocation de départ;
- 2° les services d'une firme d'ingénierie afin d'effectuer les expertises et la surveillance des travaux si le coût de ces expertises a été préalablement agréé par le ministre;



3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris fondations. L'entreprise doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

4° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel.

## § 2. — *Déplacement des bâtiments*

**139.** La présente sous-section s'applique au déplacement des bâtiments sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'ils soient dorénavant installés sur un site qui assure leur sécurité à long terme. Les bâtiments doivent être déplacés dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**140.** L'aide est accordée à l'entreprise pour les dépenses et les travaux suivants :

1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur au moment du sinistre;

2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;

3° certificat de localisation du nouveau terrain;

4° expertise pour le déplacement d'un bâtiment sur le même terrain ou sur un terrain contigu;

5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire aux bâtiments;

6° travaux de terrassement requis pour que les bâtiments soient conformes à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager, ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;

7° permis requis par toute norme applicable au transport des bâtiments et de leurs dépendances et à leur installation sur le site d'accueil;

8° transport des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation de l'entreprise, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;

9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec le bâtiment;

10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et l'élimination des matériaux excavés;

11° installation des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation de l'entreprise, sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;

12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries;

13° isolation du sous-sol et finition des pièces au sous-sol, si ces pièces étaient nécessaires à l'exploitation de l'entreprise et déjà aménagées avant le déplacement des bâtiments;

14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint, de l'échangeur d'air et de ses conduits ainsi que du système de climatisation;

15° installation septique et puits artésien, si les bâtiments ne peuvent être raccordés aux réseaux municipaux;

16° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement des bâtiments;

17° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement des bâtiments;

18° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou travaux s'ils sont nécessaires au déplacement des bâtiments.

**141.** L'entreprise doit procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, elle s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**142.** L'aide accordée à l'entreprise équivaut à la somme des montants d'aide auxquels l'entreprise aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus aux articles 125, 126 et 129 et les dommages au bâtiment prévus à l'article 128, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction du bâtiment. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 128, 129 et 130 ne doit pas dépasser 265 000 \$.

De plus, si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de celle pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, ne peut dépasser 325 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment, l'aide accordée à l'entreprise équivaut à la somme des montants d'aide auxquels l'entreprise aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages au bâtiment prévus à l'article 128 et à un montant équivalant aux frais raisonnables déboursés pour les dépenses et les travaux prévus à l'article 140, sans excéder le coût de reconstruction du bâtiment, et à l'aide à laquelle il aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages à ses autres biens prévue à l'article 130 et pour les travaux aux chemins d'accès essentiels prévue à l'article 129 si le bâtiment est déplacé sur le même terrain. Toutefois, l'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne doit pas dépasser 265 000 \$.

De plus, si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments visés par le troisième alinéa du présent article à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au troisième alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### A. — Aide additionnelle

**143.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 142, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre à l'entreprise d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de ses bâtiments ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. L'entreprise doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels si les bâtiments sont déplacés sur le même terrain;

4° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 125 et 126 dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment.

#### § 3. — Allocation de départ

**144.** L'allocation de départ consiste pour l'entreprise à se relocaliser pour poursuivre ses activités et à démolir ses bâtiments.

**145.** L'entreprise doit :

1° se relocaliser et poursuivre des activités correspondant à l'exploitation d'une entreprise au sens du troisième alinéa de l'article 1525 du Code civil du Québec;

2° procéder à la démolition de ses bâtiments;

3° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, elle s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**146.** L'aide accordée à l'entreprise équivaut à la somme des montants d'aide auxquels l'entreprise aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux aux chemins d'accès essentiels prévus aux articles 125, 126 et 129 et les dommages au bâtiment prévus à l'article 128, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction du bâtiment. Toutefois, l'aide totale accordée pour les dommages prévus aux articles 128, 129 et 130 ne doit pas dépasser 265 000 \$.

De plus, si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de celle pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, ne peut dépasser 325 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire les bâtiments, l'aide accordée à l'entreprise est égale à 100 % du coût de reconstruction des bâtiments et à l'aide à laquelle l'entreprise aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages à ses autres biens prévus à l'article 130, sans dépasser 265 000 \$.

De plus, si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments visés par le troisième alinéa du présent article à la municipalité concernée pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment du sinistre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**147.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 146, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre à l'entreprise d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de ses bâtiments ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. L'entreprise doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 125 et 126 dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire le bâtiment.

## **SECTION IX**

### **AIDE RELATIVE À L'IMMINENCE DE SUBMERSION, D'ÉROSION OU DE MOUVEMENTS DE SOL**

**148.** Aux fins de l'application de la présente section, une menace imminente de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol est ci-après dénommée « imminence de mouvements de sol ».

**149.** Une aide est accordée à une entreprise pour le déplacement de ses bâtiments ou pour la stabilisation du terrain sur lequel se situent ses bâtiments menacés par l'imminence de mouvements de sol. La disponibilité de ces deux options dépend notamment de leur faisabilité, du coût estimé pour leur réalisation, de l'application des principes de développement durable et de la sécurité publique.

**150.** Une aide peut être accordée à titre d'allocation de départ à l'entreprise dans l'une des situations suivantes :

1° le déplacement des bâtiments ou la stabilisation du terrain ne sont pas possibles pour des raisons techniques;

2° le coût estimé pour le déplacement des bâtiments ou pour la stabilisation du terrain est substantiellement plus élevé que l'aide pouvant être accordée à ces fins.

**151.** L'entreprise doit aviser le ministre de son choix, par écrit, dans les 30 jours suivant l'avis écrit établissant les possibilités de déplacement des bâtiments, de stabilisation de terrain ou d'allocation de départ. Ce délai pourra être prolongé si l'entreprise démontre qu'elle a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

#### *§ 1. — Déplacement des bâtiments*

**152.** La présente sous-section s'applique au déplacement des bâtiments sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'ils soient dorénavant installés sur un site qui assure leur sécurité à long terme. Les bâtiments doivent être déplacés dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**153.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à l'entreprise pour les dépenses et les travaux suivants :

1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre;

2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;

3° certificat de localisation du nouveau terrain;

4° expertise pour le déplacement d'un bâtiment sur le même terrain ou sur un terrain contigu;

5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire aux bâtiments;

6° travaux de terrassement requis pour que les bâtiments soient conformes à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager, ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;

7° permis requis par toute norme applicable au transport des bâtiments et de leurs dépendances et à leur installation sur le site d'accueil;

8° transport des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation de l'entreprise, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;

9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec le bâtiment;

10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et élimination des matériaux excavés;

11° installation des bâtiments et de leurs dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale ou lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation de l'entreprise, sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;

12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries;

13° isolation du sous-sol et finition des pièces au sous-sol, si ces pièces étaient nécessaires à l'exploitation de l'entreprise et déjà aménagées avant le déplacement des bâtiments;

14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint, de l'échangeur d'air et de ses conduits ainsi que du système de climatisation;

15° installation septique et puits artésien, si les bâtiments ne peuvent être raccordés aux réseaux municipaux;

16° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement des bâtiments;

17° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement des bâtiments;

18° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou travaux s'ils sont nécessaires au déplacement des bâtiments.

**154.** L'entreprise doit :

1° obtenir d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

2° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes;

3° faire une offre de cession de son terrain à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$.

Si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, elle s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir, dans les 60 jours, une résolution de la municipalité par laquelle elle s'engage à acquérir le terrain, puis à modifier, s'il y a lieu, sa réglementation applicable de façon à interdire toute construction ou infrastructure sur ce terrain tant que subsistera un danger pour la sécurité des personnes;

3° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**155.** L'aide accordée à l'entreprise en vertu de l'article 153 ne peut dépasser le coût de reconstruction du bâtiment ni excéder 265 000 \$. Cette aide peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 128, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment, et avec l'aide prévue à l'article 130. Elle peut également l'être avec l'aide prévue à l'article 129 si les bâtiments sont déplacés sur le même terrain. L'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne peut dépasser 265 000 \$.

De plus, si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### *A. — Aide additionnelle*

**156.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 155, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 125 et 126;

2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre à l'entreprise d'effectuer un choix entre le déplacement de ses bâtiments, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;

3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. L'entreprise doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

4° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels si les bâtiments sont déplacés sur le même terrain.

## § 2. — *Stabilisation de terrain*

**157.** La présente sous-section s'applique à la stabilisation de terrain menaçant les bâtiments d'une entreprise afin d'en assurer la sécurité à long terme.

Une aide est accordée à l'entreprise pour les travaux et les dépenses prévus dans le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis.

**158.** Avant le début des travaux, l'entreprise doit soumettre les documents suivants au ministre :

- 1° tous les permis nécessaires;
- 2° le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis;
- 3° au moins deux soumissions, d'entrepreneurs dans le domaine, pour la réalisation des travaux.

**159.** L'aide accordée à l'entreprise en vertu du deuxième alinéa de l'article 157 est égale aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment ni excéder 265 000 \$. Cette aide peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 128, sans dépasser le coût de reconstruction du bâtiment, et avec l'aide prévue aux articles 129 et 130. L'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne peut dépasser 265 000 \$.

Toutefois, lorsque le coût des travaux de stabilisation excède le coût de reconstruction ou 265 000 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

### A. — *Aide additionnelle*

**160.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 159, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

- 1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 125 et 126;
- 2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre à l'entreprise d'effectuer un choix entre le déplacement de ses bâtiments, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;
- 3° les services d'une firme d'ingénierie afin d'effectuer les expertises et la surveillance des travaux si le coût de ces expertises a été préalablement agréé par le ministre;



4° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain. L'entreprise doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

5° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer les chemins d'accès essentiels.

### § 3. — *Allocation de départ*

**161.** L'allocation de départ consiste pour l'entreprise à se relocaliser pour poursuivre ses activités et à démolir ses bâtiments ou à les transférer à un tiers en s'assurant que ce dernier les déplacera sur un autre terrain.

**162.** L'entreprise doit :

1° se relocaliser et poursuivre des activités correspondant à l'exploitation d'une entreprise au sens du troisième alinéa de l'article 1525 du Code civil du Québec;

2° procéder à la démolition de ses bâtiments ou les transférer à un tiers en s'assurant que ce dernier les déplacera sur un autre terrain;

3° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes;

4° faire une offre de cession de son terrain à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$.

Si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, elle s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir, dans les 60 jours, une résolution de la municipalité par laquelle elle s'engage à acquérir le terrain, puis à modifier, s'il y a lieu, sa réglementation applicable de façon à interdire toute construction ou infrastructure sur ce terrain tant que subsistera un danger pour la sécurité des personnes;

3° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**163.** L'aide accordée à l'entreprise est égale à 100 % du coût de reconstruction des bâtiments et au montant d'aide auquel l'entreprise aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages prévus à l'article 130, sans dépasser 265 000 \$.

De plus, si l'entreprise cède le terrain sur lequel se situent ses bâtiments à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur lorsque l'imminence de mouvements de sol a été constatée par un expert mandaté par le ministre, lui est accordée. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, ne peut dépasser 325 000 \$.

Lorsque l'entreprise procède au transfert de ses bâtiments à un tiers, tout produit est déduit du montant de l'aide. Si le produit obtenu par l'entreprise est inférieur à 30 % de la valeur marchande de ses bâtiments, le ministre peut établir cette valeur marchande et considérer celle-ci comme étant le produit du transfert effectué par l'entreprise.

Les montants d'aide de 265 000 \$ et de 325 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### A. — Aide additionnelle

**164.** Une aide additionnelle à l'aide accordée en vertu de l'article 163, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

- 1° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 125 et 126;
- 2° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre à l'entreprise d'effectuer un choix entre le déplacement de ses bâtiments, la stabilisation de terrain ou l'allocation de départ;
- 3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. L'entreprise doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux.

### **SECTION X**

#### MODALITÉS DU VERSEMENT DE L'AIDE

**165.** L'aide est versée à l'entreprise selon les modalités suivantes :

- 1° après analyse de la demande, une avance peut être accordée jusqu'à concurrence de 85 % du montant estimé de l'aide;
- 2° lorsque la réparation ou le remplacement de ses biens endommagés ou les travaux sont terminés dans une proportion supérieure à celle correspondant à l'avance accordée, un paiement partiel ou final peut être versé, sur présentation et acceptation des pièces justificatives.

L'aide accordée à une entreprise peut lui être versée conjointement avec une institution financière, un entrepreneur ou un fournisseur.

### **CHAPITRE 5**

#### AIDE POUR LES MUNICIPALITÉS

### **SECTION I**

#### CHAMP D'APPLICATION ET EXCLUSIONS

**166.** Le présent chapitre s'applique à une municipalité qui a déployé des mesures préventives temporaires, d'intervention ou de rétablissement ou dont les biens essentiels ont subi des dommages lors d'un sinistre. Ces dommages doivent être relatifs aux biens essentiels de la municipalité au moment du sinistre.

**167.** Une aide est accordée à la municipalité pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses prévus expressément dans le présent chapitre. L'aide est accordée pour les dépenses additionnelles aux dépenses courantes de la municipalité.

Toutefois, sont exclus pour l'application du présent chapitre :

- 1° les pertes et les dommages dont la municipalité est responsable;
- 2° les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont fait ou pourraient faire l'objet d'une assistance financière en vertu d'un programme établi sous le régime d'une autre loi, d'un programme du gouvernement fédéral, d'organismes publics ou communautaires ou d'associations à but non lucratif;
- 3° les dommages causés aux biens par un sinistre correspondant à un risque assurable dans la mesure où une assurance est offerte sur le marché québécois et est généralement souscrite sur le territoire désigné par le ministre. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas à une municipalité détenant une protection contre les inondations.

## **SECTION II**

### **DÉFINITIONS**

**168.** Pour l'application du présent chapitre, sont considérées comme une municipalité, une autorité locale, une autorité régionale, une régie intermunicipale et une autorité responsable de la sécurité civile.

**169.** Pour l'application du présent chapitre, sont notamment considérés comme des biens essentiels d'une municipalité, les biens suivants :

- 1° un bâtiment ou un terrain où se situe un bâtiment ou une infrastructure, sauf s'ils sont aménagés principalement pour la pratique d'une activité récréative, culturelle ou sociale;
- 2° une infrastructure, y compris les infrastructures des égouts sanitaires, pluviaux et unitaires et un système d'alimentation en eau potable;
- 3° un chemin, dont la municipalité est responsable de l'entretien, y compris les trottoirs, les ponts et les ponceaux, s'il donne accès à un bien visé par le Programme;
- 4° un barrage ou une digue nécessaires à la fourniture d'un service essentiel à la communauté ou à la protection d'un bien visé par le Programme;
- 5° un véhicule, de la machinerie ou de l'équipement municipal lorsque le dommage a été occasionné par l'application de mesures préventives temporaires, d'intervention ou de rétablissement.

## **SECTION III**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### § 1. — *Demande d'aide*

**170.** Pour obtenir une aide en application du présent chapitre, la municipalité en fait la demande sur le formulaire prévu à cet effet. Elle le transmet au ministre dans les trois mois suivant la date à laquelle le Programme est mis en œuvre ou rendu applicable par le ministre sur son territoire.

Lorsque le dommage se manifeste graduellement ou tardivement, la municipalité fait sa demande dans les trois mois suivant le jour où le dommage se manifeste pour la première fois. Aucune demande ne peut être faite pour le dommage qui se manifeste pour la première fois plus de cinq ans après la date de la mise en œuvre du Programme ou de la décision l'ayant rendu applicable sur le territoire de la municipalité.

La municipalité qui n'est pas en mesure de transmettre sa demande dans le délai de trois mois transmet un préavis au ministre, dans ce délai, précisant la nature de la demande projetée. À défaut, sa demande est rejetée, sauf si elle démontre qu'elle a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

#### § 2. — *Assistance financière obtenue d'une autre source*

**171.** Le versement de l'aide dans le cadre du présent chapitre est conditionnel à ce que la municipalité s'engage à rembourser au gouvernement du Québec l'aide versée pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont été ou seront l'objet d'une assistance financière provenant d'une compagnie d'assurances ou de toute autre source, sauf s'il s'agit d'un don de charité à la suite d'une collecte de fonds effectuée auprès du public.

Toutefois, la municipalité n'a pas à rembourser l'aide versée pour la portion non remboursée par sa compagnie d'assurances pour des dommages causés par une inondation puisque l'aide accordée en vertu du présent chapitre peut couvrir cette portion. La franchise est exclue de l'aide pouvant être accordée.

#### § 3. — *Précarité financière*

**172.** Advenant le cas où la municipalité est dans une situation financière précaire au moment du sinistre ou si elle se retrouve en difficulté financière en raison du sinistre, sa participation financière peut être annulée, en tout ou en partie, après analyse de sa situation.

#### § 4. — *Respect des normes applicables*

**173.** Toute action prise par la municipalité pour mettre en œuvre l'une des mesures prévues dans le présent chapitre doit être faite conformément aux lois, aux règlements et à toute autre norme applicables, y compris à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (chapitre Q-2, r. 35).

Sans limiter la portée de ce qui précède, la municipalité doit également, lorsque les travaux à effectuer requièrent, selon la loi, la détention d'une licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, engager un entrepreneur qualifié, c'est-à-dire détenant la licence appropriée ainsi que la bonne ou les bonnes sous-catégories de licences.

#### § 5. — *Délai pour réaliser les travaux ou remplacer les biens*

**174.** La municipalité doit, selon le cas, terminer les travaux et procéder à la réparation ou au remplacement de ses biens endommagés faisant l'objet de l'aide dans les 12 mois suivant l'avis écrit établissant les dommages jugés admissibles. Ce délai peut être prolongé si la municipalité démontre qu'elle a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

## § 6. — *Frais raisonnables*

**175.** Le ministre considère, aux fins d'établir le caractère raisonnable des frais déboursés concernant des dommages aux bâtiments, notamment :

1° les composantes, les équipements, les travaux et la main-d'œuvre qui sont essentiels aux fins prévues par le présent chapitre;

2° le prix de chacune de ces composantes, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation des composantes, du coût de leur remplacement par des composantes de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des composantes de qualité standard;

3° le prix de chacun de ces équipements, déterminé en fonction du prix courant pour une location ou un achat et, dans ce dernier cas, du moindre du coût de réparation de ces équipements, du coût de leur remplacement par des équipements de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des équipements de qualité standard;

4° le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le prix courant et le nombre d'heures habituellement requis pour effectuer ces travaux;

5° le taux combinant le prix des composantes, déterminé selon le paragraphe 2° du présent article, et le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le paragraphe 4° du présent article, pour un mètre carré ou un mètre linéaire, applicable à une superficie ou à un périmètre déterminé dans l'évaluation des dommages.

Dans les autres cas, le ministre considère, afin d'établir le caractère raisonnable des frais déboursés, notamment, les tarifs d'honoraires établis par le gouvernement.

### **SECTION IV**

#### **MESURES PRÉVENTIVES TEMPORAIRES**

**176.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour le déploiement des mesures préventives temporaires suivantes :

1° érection d'une digue, d'un remblai ou d'un enrochement de protection temporaire;

2° installation d'un tuyau temporaire pour augmenter la capacité hydraulique lors d'une crue exceptionnelle d'un cours d'eau;

3° creusage d'un fossé pour canaliser les eaux;

4° creusage d'une tranchée temporaire pour dévier un cours d'eau menaçant un bien visé par le Programme;

5° préparation et installation de sacs de sable.

Une aide peut être accordée pour d'autres mesures de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

## **SECTION V**

### **BRIS D'UN COUVERT DE GLACE OU D'UN EMBÂCLE**

**177.** Lorsque des biens visés par le Programme sont menacés de façon imminente par la formation de glace sur un cours d'eau, une aide est accordée à une municipalité pour les dépenses suivantes pour le bris du couvert de glace ou d'un embâcle :

- 1° location de machinerie, d'équipements et d'outillage et les frais liés à leur utilisation;
- 2° utilisation de la machinerie municipale (une aide est accordée seulement pour les frais variables);
- 3° emploi de main-d'œuvre additionnelle et heures supplémentaires d'employés réguliers;
- 4° travaux réalisés par un entrepreneur spécialisé;
- 5° honoraires professionnels pour la surveillance des cours d'eau lors de l'imminence d'une inondation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

L'aide accordée à la municipalité est égale à 50 % des frais raisonnables déboursés.

## **SECTION VI**

### **MESURES D'INTERVENTION LORS DE L'IMMINENCE DE SUBMERSION, D'ÉROSION OU DE MOUVEMENTS DE SOL**

**178.** Une aide est accordée à une municipalité pour le déploiement des mesures d'intervention suivantes attribuables à l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol :

- 1° mise en place d'un périmètre de sécurité;
- 2° évacuation et sauvetage des sinistrés;
- 3° surveillance essentielle lors ou à la suite d'un sinistre imminent;
- 4° emploi de main-d'œuvre additionnelle et heures supplémentaires d'employés réguliers;
- 5° utilisation de machinerie, d'équipement et d'outillage municipaux (une aide est accordée seulement pour les frais variables);
- 6° location de machinerie, d'équipement et d'outillage et frais liés à leur utilisation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

L'aide accordée à la municipalité est égale aux frais raisonnables déboursés, sans excéder 5 000 \$ par résidence principale, bâtiment locatif ou bâtiment essentiel d'une entreprise situés sur son territoire.

## **SECTION VII**

### **ACQUISITION D'UN TERRAIN CÉDÉ PAR UN PARTICULIER, UN PROPRIÉTAIRE D'UN BÂTIMENT LOCATIF OU UNE ENTREPRISE**

**179.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour les frais notariaux qu'elle a payés pour acquérir un terrain qui lui est cédé en vertu du Programme.

**180.** La municipalité doit rembourser au gouvernement du Québec le produit de la vente d'un terrain qui lui avait été cédé en vertu du Programme.

## **SECTION VIII**

### **MESURES D'INTERVENTION OU MESURES DE RÉTABLISSEMENT**

**181.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour le déploiement des mesures d'intervention ou des mesures de rétablissement suivantes :

- 1° évacuation et sauvetage des sinistrés;
- 2° établissement et opération d'un centre d'hébergement et remise en état des lieux;
- 3° achat, transport et distribution de matériel et de denrées de première nécessité;
- 4° signalisation d'urgence;
- 5° éclairage d'urgence;
- 6° surveillance essentielle lors ou à la suite d'un sinistre;
- 7° établissement et gestion d'un centre des opérations d'urgence et remise en état des lieux;
- 8° mesures liées aux communications;
- 9° fermeture d'une route;
- 10° emploi de main-d'œuvre additionnelle et heures supplémentaires d'employés réguliers;
- 11° utilisation de machinerie, d'équipement et d'outillage municipaux (une aide est accordée seulement pour les frais variables);
- 12° location de machinerie, d'équipement et d'outillage et frais liés à leur utilisation;
- 13° émondage des arbres à des fins de sécurité publique;
- 14° nettoyage des débris et des décombres;
- 15° rétablissement temporaire de sites vitaux (eau potable, communication, électricité, gaz naturel, autres);
- 16° interruption de l'alimentation en électricité ou en gaz naturel;
- 17° enlèvement supplémentaire des déchets et enfouissement de ces derniers;

18° construction et installation d'infrastructures temporaires : chemin de contournement, pont et ponceau, digue, tranchée, système d'aqueduc et d'égout et rehaussement temporaire d'un chemin pour l'accès à des biens visés par le Programme;

19° travaux relatifs au dragage de sédiments d'un cours d'eau s'ils sont requis à des fins de sécurité publique et préalablement agréés par le ministre;

20° travaux relatifs à la stabilisation des berges d'un cours d'eau s'ils sont requis à des fins de sécurité publique et préalablement agréés par le ministre.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

## **SECTION IX**

### **DOMMAGES AUX BIENS**

#### § 1. — *Bâtiments*

##### A. — *Travaux d'urgence*

**182.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour les travaux d'urgence suivants qu'elle a dû effectuer en raison du sinistre :

1° pompage de l'eau;

2° démolition;

3° élimination des débris;

4° nettoyage;

5° désinfection;

6° extermination;

7° décontamination;

8° déshumidification.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

##### B. — *Travaux temporaires*

**183.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour des travaux temporaires afin que ses bâtiments soient fonctionnels avant la réalisation des travaux permanents. L'aide est accordée pour les travaux temporaires suivants que la municipalité a dû effectuer en raison du sinistre :

1° rétablissement temporaire de l'électricité dans les bâtiments;

2° pose d'une isolation minimale;



3° placardage des ouvertures.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

#### C. — *Dommmages aux bâtiments*

**184.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour réparer ou remplacer les composantes suivantes de ses bâtiments endommagées par le sinistre :

- 1° fondations, semelles, piliers de soutien, murs porteurs, dalles de béton, drains français, charpente, abris d'auto et garages, ainsi qu'entrées de sous-sol;
- 2° revêtement extérieur et cheminées;
- 3° matériaux de recouvrement des toitures;
- 4° galeries extérieures donnant accès aux entrées, y compris marches et main courante;
- 5° portes extérieures et fenêtres;
- 6° isolation de la structure et des murs;
- 7° entrée électrique ainsi que systèmes et raccords électriques;
- 8° tuyauterie, raccords d'égouts, raccords d'eau et appareils sanitaires;
- 9° faux planchers, leur isolation et recouvrements de sol fixes;
- 10° placoplâtre, plâtrage et peinture des murs intérieurs, moulures de bas de murs et portes intérieures;
- 11° limons, marches, contremarches et main courante des escaliers intérieurs;
- 12° comptoir, tiroirs, tablettes et panneaux des armoires et des meubles-lavabos;
- 13° systèmes de chauffage principal et d'appoint, échangeur d'air et ses conduits ainsi que système de climatisation;
- 14° pompes et puits de captation, fosses septiques, champs d'évacuation, systèmes d'approvisionnement en eau potable, systèmes de filtration et de traitement d'eau potable, réservoirs à eau chaude;
- 15° équipements pour personnes handicapées.

Une aide peut être accordée pour d'autres composantes si elles sont essentielles au sain maintien des bâtiments.

L'aide accordée à la municipalité ne peut excéder le coût de reconstruction du bâtiment déterminé à partir de la fiche de propriété établie aux fins de l'évaluation municipale, excluant les dépendances, en vigueur au moment du sinistre.

## § 2. — *Autres biens*

**185.** Une aide est accordée à une municipalité pour réparer ou remplacer ses autres biens endommagés par le sinistre. Ces biens doivent servir aux mêmes fins qu'avant d'être endommagés.

La municipalité doit produire un constat de dommages afin de décrire l'état de ses biens avant et après le sinistre.

L'aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour les dépenses suivantes :

- 1° achat des matériaux nécessaires à la remise en état de ses biens;
- 2° travaux nécessaires à la stabilisation d'un de ses biens;
- 3° utilisation de la machinerie, d'équipement et d'outillage municipaux (une aide est accordée seulement pour les frais variables);
- 4° location de machinerie, d'équipement et d'outillage et frais liés leur utilisation;
- 5° nettoyage des routes, des fossés et des ponceaux;
- 6° utilisation de main-d'œuvre additionnelle et heures supplémentaires d'employés réguliers.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

## **SECTION X**

### **AMÉNAGEMENT DE SITES D'ACCUEIL**

**186.** Une aide est accordée à une municipalité qui n'a d'autre choix que d'aménager des sites d'accueil pour les résidences principales, les bâtiments locatifs et les bâtiments essentiels d'entreprises ou d'une municipalité qui doivent être déplacés ou reconstruits en raison du sinistre. Ces sites doivent être préalablement agréés par le ministre.

L'aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour la construction des ouvrages et des infrastructures nécessaires pour desservir les résidences principales, les bâtiments locatifs et les bâtiments essentiels déplacés ou reconstruits.

## **SECTION XI**

### **TRAVAUX DE PROTECTION DES BERGES**

**187.** Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour la réalisation de travaux permanents de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes ou des biens visés par le Programme. Toutefois, seuls les travaux effectués sur des berges qui ont été endommagés par le sinistre pour protéger le centre d'une municipalité locale ou pour réparer des travaux de protection des berges peuvent être admissibles à une aide. De plus, cette aide est accordée dans la mesure où d'autres solutions à moindre coût ne permettraient pas de protéger adéquatement les personnes ou les biens visés par le Programme. Les travaux doivent être préalablement agréés par le ministre.

## **SECTION XII**

### **CALCUL DE L'AIDE**

**188.** Une participation financière égale à l'addition des montants suivants est soustraite de l'aide totale pouvant être accordée à la municipalité en vertu des articles 181 à 187 :

- 1° 100 % pour les 3 premiers dollars de dépenses admissibles par habitant de la municipalité (ci-après « habitant »);
- 2° 75 % pour le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> dollar de dépenses admissibles par habitant;
- 3° 50 % pour le 6<sup>e</sup> et le 7<sup>e</sup> dollar de dépenses admissibles par habitant;
- 4° 25 % pour les dollars suivants de dépenses admissibles par habitant pour les municipalités comptant 1 000 habitants et plus et 15 % pour les municipalités comptant moins de 1 000 habitants.

Le nombre d'habitants visés au premier alinéa est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité locale établie par le décret du gouvernement pris conformément à l'article 29 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9) en vigueur au moment du sinistre. Toutefois, lorsque des mesures d'intervention ou de rétablissement ont été déployées par une municipalité régionale de comté ou une régie intermunicipale, seulement l'évaluation démographique des municipalités locales où elle a déployé ces mesures sert au calcul de la participation financière que doit assumer la municipalité régionale de comté ou la régie intermunicipale pour ces mesures.

Cependant, lorsque des mesures ont été déployées ou des dommages ont été causés à des biens situés sur un territoire non organisé d'une municipalité régionale de comté, seulement l'évaluation démographique de ce territoire sert au calcul de la participation financière que doit assumer la municipalité régionale de comté.

## **SECTION XIII**

### **MODALITÉS DU VERSEMENT DE L'AIDE**

**189.** L'aide est versée à la municipalité selon les modalités suivantes :

- 1° après analyse de la demande, une avance peut être accordée jusqu'à concurrence de 85 % du montant estimé de l'aide;
- 2° lorsque la réparation ou le remplacement de ses biens endommagés ou les travaux sont terminés dans une proportion supérieure à celle correspondant à l'avance accordée, un paiement partiel ou final peut être versé, sur présentation et acceptation des pièces justificatives.

L'aide accordée à la municipalité peut lui être versée conjointement avec une institution financière, un entrepreneur ou un fournisseur.

## **CHAPITRE 6**

### **AIDE POUR LES ORGANISMES AYANT PORTÉ AIDE ET ASSISTANCE**

#### **SECTION I**

##### **CHAMP D'APPLICATION ET EXCLUSIONS**

**190.** Le présent chapitre s'applique à un organisme qui a porté aide et assistance aux sinistrés.

**191.** Une aide est accordée à l'organisme pour les dépenses prévues expressément dans le présent chapitre.

Toutefois, sont exclus pour l'application du présent chapitre :

- 1° les pertes et les dommages qui résultent d'une intervention de l'organisme;
- 2° les dépenses qui ont fait ou pourraient faire l'objet d'une assistance financière en vertu d'un programme établi sous le régime d'une autre loi, d'un programme du gouvernement fédéral, d'organismes publics ou communautaires ou d'associations à but non lucratif.

#### **SECTION II**

##### **DÉFINITION**

**192.** Pour l'application du présent chapitre, sont considérés comme un organisme, une autorité locale, une autorité régionale, une régie intermunicipale, une autorité responsable de la sécurité civile, un organisme communautaire et une association agissant en sécurité civile. Toutefois, une autorité locale, une autorité régionale, une régie intermunicipale et une autorité responsable de la sécurité civile sont considérées comme des organismes seulement si elles interviennent à l'extérieur de leur territoire ou si elles portent aide et assistance à des sinistrés qui ne résident pas sur leur territoire.

#### **SECTION III**

##### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

###### *§ 1. — Demande d'aide*

**193.** Pour obtenir une aide en application du présent chapitre, l'organisme en fait la demande sur le formulaire prévu à cet effet. Il le transmet au ministre dans les trois mois suivant la date à laquelle le Programme est mis en œuvre ou rendu applicable par le ministre sur le territoire où l'organisme a porté aide et assistance.

L'organisme qui n'est pas en mesure de transmettre sa demande dans le délai de trois mois transmet un préavis au ministre, dans ce délai, précisant la nature de la demande projetée. À défaut, sa demande est rejetée, sauf s'il démontre qu'il a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

###### *§ 2. — Assistance financière obtenue d'une autre source*

**194.** Le versement de l'aide dans le cadre du présent chapitre est conditionnel à ce que l'organisme s'engage à rembourser au gouvernement du Québec l'aide versée pour les dépenses qui ont été ou seront l'objet d'une assistance financière provenant d'une compagnie d'assurances ou de toute autre source, sauf s'il s'agit d'un don de charité à la suite d'une collecte de fonds effectuée auprès du public.

### § 3. — *Faillite*

**195.** Un organisme en faillite ou qui a fait cession de ses biens n'est pas admissible à une aide en vertu du présent chapitre, sous réserve d'une proposition concordataire homologuée par le tribunal.

### § 4. — *Respect des normes applicables*

**196.** Toute action prise par un organisme pour mettre en œuvre l'une des mesures prévues dans le présent chapitre doit être faite conformément aux lois, aux règlements et à toute autre norme applicables.

## **SECTION IV**

### **MONTANT DE L'AIDE**

**197.** Une aide est accordée à un organisme qui a engagé des dépenses additionnelles afin de porter aide et assistance aux sinistrés, si celles-ci ont été demandées ou agréées par le ministre. L'aide accordée est égale au montant de ces dépenses.

## **SECTION V**

### **MODALITÉS DU VERSEMENT DE L'AIDE**

**198.** L'aide est versée à un organisme selon les modalités suivantes :

1° après analyse de la demande, une avance peut être accordée jusqu'à concurrence de 85 % du montant estimé de l'aide;

2° lorsque des pièces justificatives sont présentées et acceptées dans une proportion supérieure à celle correspondant à l'avance accordée, un paiement partiel ou final peut être versé, sur présentation et acceptation de ces pièces.

L'aide accordée à l'organisme peut lui être versée conjointement avec une institution financière, un entrepreneur ou un fournisseur.

## **CHAPITRE 7**

### **ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR LES PARTICULIERS EN CAS D'INONDATION**

## **SECTION I**

### **CHAMP D'APPLICATION**

**199.** Le présent chapitre s'applique au particulier ayant sa résidence principale, au moment de l'inondation, sur le territoire visé par une décision du ministre prise en application de l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) relativement à cette inondation.

## **SECTION II**

### **ADMISSIBILITÉ ET EXCLUSIONS**

#### § 1. — *Admissibilité*

##### A. — *Résidence principale*

**200.** Les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui sont relatifs à la résidence principale du particulier ou à ses biens meubles qui s'y rattachent sont admissibles à une assistance, et ce, dans la mesure prévue dans le présent chapitre.

##### B. — *Bâtiment locatif*

**201.** Les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui sont relatifs à un bâtiment locatif sont admissibles à une assistance, dans la mesure prévue dans le présent chapitre, si la résidence principale du particulier est située dans ce bâtiment, que le particulier en est le propriétaire et que ce bâtiment contient, en plus de la résidence principale du propriétaire, un seul autre logement loué à un particulier pour qui ce bâtiment constitue aussi sa résidence principale.

##### C. — *Bâtiment d'entreprise*

**202.** Les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui sont relatifs à un bâtiment qui constitue un bien essentiel à l'exploitation d'une entreprise ou qui sert, en partie, à l'exploitation d'une entreprise, sont admissibles à une assistance, dans la mesure prévue dans le présent chapitre, si la résidence principale du particulier est située dans ce bâtiment et, selon le cas :

1° le particulier en est le propriétaire et il participe à au moins 50 % des bénéfices de la société ;

2° l'entreprise en est la propriétaire et le particulier détient au moins 50 % des actions avec droit de vote de la société.

#### § 2. — *Exclusions*

**203.** Une assistance est accordée au particulier pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses prévues expressément dans le présent chapitre.

Toutefois, sont exclus pour l'application du présent chapitre :

1° les pertes et les dommages dont le particulier est responsable;

2° les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses qui ont fait ou pourraient faire l'objet d'une assistance financière en vertu d'un programme établi sous le régime d'une autre loi, d'un programme du gouvernement fédéral, d'organismes publics ou communautaires ou d'associations à but non lucratif;

3° les frais pour l'obtention d'une soumission;

4° la franchise que le particulier a ou doit payer en raison d'une protection qu'il détient contre les inondations en application de sa police d'assurance;

5° les mesures, les frais, les dommages, les travaux et les dépenses relatifs à une résidence principale dont le particulier est propriétaire ou à un bâtiment qui a été construit après le 10 avril 2019 dans une zone ayant une cote d'inondation de récurrence de 20 ans;

6° les dommages aux biens essentiels à la location du bâtiment locatif tels que définis par l'article 56, à l'exception du bâtiment visé par l'article 201;

7° les dommages aux biens essentiels à l'exploitation de l'entreprise tels qu'ils sont définis par l'article 113, à l'exception du bâtiment visé par l'article 202;

8° le coût des permis municipaux requis pour effectuer, notamment, les travaux à la résidence ou au bâtiment.

## **SECTION III**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### § 1. — *Demande d'assistance financière*

**204.** Pour obtenir une assistance en application du présent chapitre, le particulier en fait la demande sur le formulaire prévu à cet effet. Une seule demande par résidence principale peut être soumise. Il le transmet au ministre, dans les trois mois suivant la date à laquelle le Programme est mis en œuvre ou rendu applicable par le ministre sur le territoire où se situe sa résidence principale.

Lorsque le dommage se manifeste graduellement ou tardivement, le particulier fait sa demande dans les trois mois suivant le jour où le dommage se manifeste pour la première fois. Aucune demande ne peut être faite pour le dommage qui se manifeste pour la première fois plus de cinq ans après la date de la mise en œuvre du Programme ou de la décision l'ayant rendu applicable sur le territoire où se situe la résidence principale du particulier.

Le particulier qui n'est pas en mesure de transmettre sa demande dans le délai de trois mois transmet un préavis au ministre, dans ce délai, précisant la nature de la demande projetée. À défaut, sa demande est rejetée, sauf s'il démontre qu'il a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

#### § 2. — *Assistance obtenue d'une autre source*

**205.** Le versement de l'assistance dans le cadre du présent chapitre est conditionnel à ce que le particulier s'engage à rembourser au gouvernement du Québec l'assistance versée pour les mesures, les frais, les dommages, les travaux, et les dépenses qui ont été ou seront l'objet d'une assistance provenant d'une compagnie d'assurances ou de toute autre source, sauf s'il s'agit d'une assistance de premier recours pour l'hébergement temporaire ou le ravitaillement ou d'un don de charité à la suite d'une collecte de fonds effectuée auprès du public.

#### § 3. — *Faillite*

**206.** Le particulier n'est pas admissible à une assistance lorsqu'il est en faillite, qu'il a fait cession de ses biens ou encore, dans le cas où sa résidence principale est située dans le bâtiment d'entreprise visé par l'article 202, lorsque l'entreprise est en faillite ou qu'elle a fait cession de ses biens, sous réserve d'une proposition concordataire homologuée par le tribunal ou, dans le cas du particulier, d'une proposition de consommateur.

Le premier alinéa ne s'applique pas un particulier en ce qui concerne ses frais excédentaires d'hébergement temporaire ou de ravitaillement, ses biens meubles essentiels, les mesures préventives temporaires mises en place ainsi que les travaux d'urgence effectués.

§ 4. — *Précarité financière*

**207.** Advenant le cas où le particulier est dans une situation financière précaire au moment de l'inondation ou s'il se retrouve en difficulté financière en raison de l'inondation, sa participation financière peut être annulée, en tout ou en partie, après analyse de sa situation.

§ 5. — *Respect des normes applicables*

**208.** Toute action prise par un particulier pour mettre en œuvre l'une des mesures prévues dans le présent chapitre doit être faite conformément aux lois, aux règlements et à toute autre norme applicables, y compris à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (chapitre Q-2, r. 35).

Sans limiter la portée de ce qui précède, le particulier doit également, lorsque les travaux à effectuer requièrent, selon la loi, la détention d'une licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, engager un entrepreneur qualifié, c'est-à-dire détenant la licence appropriée ainsi que la bonne ou les bonnes sous-catégories de licences.

§ 6. — *Délai pour réaliser les travaux ou remplacer les biens*

**209.** Le particulier doit, selon le cas, terminer les travaux et procéder à la réparation ou au remplacement des biens endommagés faisant l'objet de l'aide dans les 12 mois suivant l'avis écrit établissant les dommages jugés admissibles. Ce délai peut être prolongé si le particulier démontre qu'il a été dans l'impossibilité de s'y conformer.

§ 7. — *Évaluation des dommages, des montants des dommages et des frais raisonnables*

**210.** Le montant de l'assistance auquel a droit un particulier est établi sur la base des renseignements contenus dans l'évaluation des dommages qui est faite par le ministre.

Cette évaluation fait état, notamment, des dommages causés par l'inondation à la résidence ou au bâtiment, du niveau d'eau s'y étant infiltrée, des caractéristiques de cette résidence ou de ce bâtiment et du montant estimé des dommages.

**211.** Le ministre considère, afin d'évaluer les dommages à la résidence ou au bâtiment, d'en établir le montant et de déterminer le caractère raisonnable des frais déboursés en raison de ces dommages, notamment :

1° les composantes, les équipements, les travaux et la main-d'œuvre qui sont essentiels aux fins prévues par le présent chapitre;

2° le prix de chacune de ces composantes, déterminé en fonction du prix courant et du moindre du coût de réparation des composantes, du coût de leur remplacement par des composantes de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des composantes de qualité standard;

3° le prix de chacun de ces équipements, déterminé en fonction du prix courant pour une location ou un achat et, dans ce dernier cas, du moindre du coût de réparation de ces équipements, du coût de leur remplacement par des équipements de qualité équivalente ou du coût de leur remplacement par des équipements de qualité standard;



4° le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le prix courant et le nombre d'heures habituellement requis pour effectuer ces travaux;

5° le taux combinant le prix des composantes, déterminé selon le paragraphe 2° du présent article, et le coût de la main-d'œuvre, déterminé selon le paragraphe 4° du présent article, pour un mètre carré ou un mètre linéaire, applicable à une superficie ou à un périmètre déterminé dans l'évaluation des dommages.

#### **SECTION IV**

##### **MESURES PRÉVENTIVES TEMPORAIRES**

**212.** Une indemnité est accordée au particulier pour les mesures préventives temporaires suivantes qu'il a prises, lors de l'inondation, afin de préserver sa résidence ou le bâtiment et les biens qui s'y rattachent :

- 1° surélévation des meubles et des appareils mécaniques et électriques;
- 2° déplacement des meubles à un étage supérieur;
- 3° placardage des ouvertures;
- 4° érection d'une digue, d'un remblai ou d'un enrochement de protection temporaire;
- 5° creusage d'un fossé;
- 6° préparation et installation de sacs de sable;
- 7° installation et surveillance des pompes.

Une indemnité peut être accordée pour d'autres mesures de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

Pour chaque jour travaillé à la mise en place de ces mesures une indemnité d'un montant de :

- 1° 75 \$ est accordée au locataire;
- 2° 125 \$ est accordée au propriétaire;
- 3° 125 \$ est accordée au particulier dont la résidence est située dans le bâtiment d'entreprise, visé à l'article 202.

Le montant de l'indemnité prévu au troisième alinéa du présent article est le montant maximal accordé pour une résidence principale, et ce, peu importe le nombre de locataires, de propriétaires ou autres particuliers ayant travaillé à la mise en place des mesures.

Le montant maximal de l'indemnité qui peut être versé est de 5 000 \$.

#### **SECTION V**

##### **FRAIS EXCÉDENTAIRES D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE ET DE RAVITAILLEMENT**

**213.** Une indemnité est accordée afin de compenser les frais excédentaires d'hébergement temporaire ou de ravitaillement supportés par le particulier qui a dû évacuer ou quitter sa résidence lors de l'inondation. Une indemnité de premier recours est accordée au particulier

s'il évacue sa résidence à des fins de sécurité publique, alors qu'une indemnité de dernier recours lui est accordée s'il la quitte en raison des travaux devant y être effectués à la suite de l'inondation.

Une indemnité de 20 \$/jour, pour chaque occupant permanent de la résidence, est accordée au particulier, du 4<sup>e</sup> jour au 100<sup>e</sup> jour.

Il cesse de recevoir cette indemnité dès que le ministre lui transmet un avis écrit l'informant que sa résidence ou le bâtiment doit faire l'objet de travaux visés par l'article 221. Il a alors droit à un montant de 1 000 \$ par mois, pour l'ensemble des occupants de sa résidence principale, pour une période maximale de six mois.

Exceptionnellement, si la sécurité publique ou la situation l'exige et que le particulier n'a pas contribué à allonger ces périodes, celles-ci peuvent être prolongées.

Le montant maximal pouvant être accordé au particulier en application de la présente section ne peut dépasser le montant de l'assistance versée pour compenser les dommages à la résidence ou au bâtiment.

Les montants mentionnés au premier et au deuxième alinéa sont majorés de 30 % pour le territoire situé entre le 49<sup>e</sup> et le 50<sup>e</sup> parallèle, à l'exception du territoire de la ville de Baie-Comeau et de celui des municipalités de la péninsule de la Gaspésie, et de 50 % pour le territoire situé au-delà du 50<sup>e</sup> parallèle, à l'exclusion du territoire des villes de Port-Cartier et de Sept-Îles.

## **SECTION VI**

### **DOMMAGES AUX BIENS MEUBLES ESSENTIELS**

**214.** Une indemnité est accordée au particulier pour compenser les dommages causés à ses biens meubles essentiels par l'inondation.

Le montant maximal de l'indemnité pouvant être accordé pour chaque bien meuble essentiel est déterminé suivant le tableau 1.

À moins de circonstances exceptionnelles, lorsque le niveau d'eau s'étant infiltrée dans la résidence principale est inférieur à 30 cm, le montant pouvant être accordé au particulier correspond à 25 % du montant maximal de l'indemnité prévu par le tableau 1.

Le montant maximal de l'indemnité pour un bien meuble essentiel peut être annulé, en tout ou en partie, dans le cas où il n'apparaît pas probable, compte tenu du niveau d'eau s'étant infiltrée dans la résidence, de la durée de l'inondation et du lieu où sont rangés ou entreposés les biens meubles essentiels, que ceux-ci aient été endommagés.

**TABLEAU 1 : BIENS MEUBLES ESSENTIELS**

<b>Cuisine et salle à manger</b>	
Cuisinière ou four et plaque de cuisson	700 \$
Réfrigérateur	1 000 \$
Lave-vaisselle	450 \$
Table et quatre chaises	850 \$
Chaise — Occupant permanent additionnel	125 \$
Batterie de cuisine	200 \$
Bouilloire	25 \$

Cafetière électrique	30 \$
Four micro-ondes	175 \$
Grille-pain ou four grille-pain	30 \$
Mélangeur, robot culinaire, batteur à main	60 \$
Ustensiles et ustensiles de cuisine	200 \$
Vaisselle	150 \$
Aliments essentiels, produits ménagers et personnels — 1 <sup>er</sup> occupant permanent	500 \$
Aliments essentiels, produits ménagers et personnels — Occupant permanent additionnel	50 \$
Poubelle intérieure	30 \$
<b>Salon ou salle familiale (maximum d'un salon et d'une salle familiale)</b>	
Mobilier de salon — Par salon ou salle familiale :	
- Divan	1 000 \$
- Causeuse	750 \$
- Futon	500 \$
- Fauteuil	500 \$
- Table	150 \$
- Lampe	50 \$
La somme des montants accordés pour le mobilier de salon (divan, causeuse, futon, fauteuil, table, lampe) — Par salon ou salle familiale	2 000 \$
Téléviseur — Par salon ou salle familiale	550 \$
Meuble pour téléviseur — Par salon ou salle familiale	300 \$
<b>Chambre à coucher</b>	
Mobilier de chambre — Par occupant permanent :	
- Base de lit	150 \$
- Bureau ou commode	400 \$
- Lampe de chevet	50 \$
- Miroir	50 \$
- Table de chevet	150 \$
La somme des montants accordés pour le mobilier de chambre (base de lit, bureau ou commode, lampe de chevet, miroir, table de chevet) — Par occupant permanent	775 \$
Matelas et sommier — Par occupant permanent	475 \$
Mobilier de chambre — Par chambre qui n'est pas occupée en permanence :	
- Base de lit	150 \$
- Bureau ou commode	400 \$
- Lampe de chevet	50 \$
- Miroir	50 \$
- Table de chevet	150 \$
La somme des montants accordés pour le mobilier de chambre (base de lit, bureau ou commode, lampe de chevet, miroir, table de chevet) — Par chambre qui n'est pas occupée en permanence	775 \$
Matelas et sommier — Par chambre qui n'est pas occupée en permanence	475 \$
<b>Buanderie ou salle de bain</b>	
Laveuse	800 \$
Sécheuse	600 \$
<b>Divers</b>	
Congélateur	460 \$
Ordinateur	800 \$

Mobilier d'ordinateur	200 \$
Livres et matériel nécessaires pour une personne étudiant à temps plein en cours d'année scolaire — Par occupant permanent	300 \$
Autres biens essentiels au travail d'une personne salariée — Par occupant permanent	1 000 \$
Articles pour enfants de 0 à 3 ans — Par occupant permanent âgé de 0 à 3 ans	300 \$
Équipements pour personne handicapée — Par occupant permanent	500 \$
Déshumidificateur, humidificateur, ventilateur	250 \$
Vêtements sauf les vêtements de luxe — Par occupant permanent	2 000 \$
Linge de maison (y compris notamment de la literie, des serviettes et du linge de cuisine) — Par occupant permanent	400 \$
Rasoir électrique, séchoir à cheveux, fer à cheveux	150 \$
Aspirateur	300 \$
Rideaux et stores — Par pièce essentielle	50 \$
Fer à repasser	40 \$
Planche à repasser	30 \$
Téléphone	40 \$
Radio	50 \$
Outils d'entretien	200 \$
Tondeuse	300 \$
Poubelle extérieure	100 \$
Souffleuse	500 \$

Pour l'application du présent chapitre, sont des pièces essentielles, dans la mesure et aux conditions déterminées par le ministre : un salon, une cuisine, une salle à manger, deux salles de bain, une salle de lavage, les chambres à coucher, un bureau et une salle familiale.

## **SECTION VII**

### **FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT OU D'ENTREPOSAGE**

**215.** Une aide est accordée au particulier pour les frais de déménagement ou d'entreposage des biens meubles de sa résidence ou de son bâtiment lorsque ceux-ci ont dû être déménagés ou entreposés en raison de l'inondation ou des travaux effectués à sa résidence ou au bâtiment à la suite de l'inondation. Le montant de cette aide est égal aux frais raisonnables déboursés, sans dépasser la somme de 1 000 \$.

## **SECTION VIII**

### **DOMMAGES À LA RÉSIDENCE, AU BÂTIMENT ET A SON CHEMIN D'ACCÈS ESSENTIEL**

#### *§ 1. — Disposition générale*

**216.** La présente section ne s'applique pas au locataire.

#### *§ 2. — Travaux d'urgence*

**217.** Une assistance est accordée au particulier pour les travaux d'urgence suivants effectués en raison de l'inondation :

- 1° pompage de l'eau;
- 2° démolition;

- 3° élimination des débris;
- 4° nettoyage;
- 5° désinfection;
- 6° extermination;
- 7° décontamination;
- 8° déshumidification.

Une assistance peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

Le particulier qui effectue l'ensemble des travaux d'urgence admissibles a droit à une indemnité dont le montant est déterminé suivant le tableau 2.

Cependant, dans le cas où le particulier engage une entreprise pour effectuer une partie des travaux d'urgence admissibles, le montant de cette indemnité correspond à 25 % du montant prévu par le tableau 2; il n'a droit à aucune indemnité lorsque l'entreprise effectue tous les travaux d'urgence admissibles.

Dans les cas visés par l'alinéa précédent, le particulier a droit à une aide égale à 90 % des frais raisonnables déboursés afin de payer cette entreprise.

**TABLEAU 2 : INDEMNITÉS POUR LES TRAVAUX D'URGENCE**

		Résidence ou bâtiment				
		Sur dalle	Sur vide sanitaire / sur pilotis / ou de type maison mobile	Ayant un sous-sol		
				Non aménagé	Partiellement aménagé	Aménagé en totalité
Niveau d'eau sous le rez-de-chaussée	5 cm et moins	-	350 \$	850 \$	1 125 \$	1 500 \$
	Plus de 5 cm à 30 cm d'eau	-	350 \$	850 \$	1 125 \$	1 500 \$
	Plus de 30 cm à 120 cm d'eau	-	500 \$	1 000 \$	1 300 \$	2 000 \$
	Plus de 120 cm d'eau	-	500 \$	1 150 \$	1 550 \$	2 250 \$
Eau au rez-de-chaussée		1 850 \$	2 000 \$	2 000 \$	3 000 \$	4 000 \$

Aux fins du présent chapitre, un sous-sol est partiellement aménagé s'il comprend une ou deux pièces essentielles complètement aménagées. Il est considéré comme aménagé en totalité s'il comprend trois pièces essentielles ou plus complètement aménagées.

Pour l'application du présent article, dans le cas du bâtiment d'entreprise visé à l'article 202, la pièce servant à l'exploitation de cette entreprise est considérée comme étant une pièce essentielle afin de déterminer si le sous-sol est aménagé.

### § 3. — *Travaux temporaires*

**218.** Une aide, égale à 90 % des frais raisonnables déboursés, est accordée au particulier pour les travaux temporaires effectués à sa résidence ou au bâtiment afin que sa résidence soit habitable avant la réalisation des travaux permanents ou, le cas échéant, que le bâtiment soit habitable ou fonctionnel, avant la réalisation des travaux permanents. L'aide est accordée pour les travaux temporaires suivants que le particulier a dû effectuer en raison de l'inondation :

- 1° rétablissement temporaire de l'électricité dans la résidence ou le bâtiment;
- 2° pose d'une isolation minimale;
- 3° placardage des ouvertures.

Une aide peut être accordée pour d'autres travaux de même nature s'ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

### § 4. — *Dommmages à la résidence ou au bâtiment*

**219.** La présente sous-section a pour objet de permettre au particulier de remettre en bon état d'habitabilité sa résidence ou le bâtiment ayant été endommagé par l'inondation.

**220.** Dans le cas où le niveau d'eau s'étant infiltrée dans la résidence ou le bâtiment n'atteint pas le rez-de-chaussée, que cette résidence ou ce bâtiment ne nécessite aucun travail de stabilisation et que ses fondations, si elles sont endommagées, sont réparables, y compris la dalle de béton qui doit être refaite, une indemnité est accordée au particulier.

Le montant de cette indemnité est obtenu par le calcul suivant :

$$90 \% \times (A + B + C + D + E + F)$$

A = le produit du périmètre de la résidence ou du bâtiment et du montant déterminé suivant le tableau 3;

B = la somme des montants, déterminés suivant le tableau 4, en excluant les pièces utilisées seulement pour l'exploitation de l'entreprise visée par l'article 202;

C = le produit de la superficie, selon le cas, de la dalle de béton, du mur extérieur ou d'une partie de ce mur, du plancher ou du vide sanitaire, pour cette résidence ou ce bâtiment, et du montant correspondant déterminé suivant le tableau 5;

D = la somme des montants, déterminés suivant le tableau 6, en ne considérant que les équipements essentiels;

Est un équipement essentiel au sens du présent chapitre, celui qui est utilisé à des fins résidentielles, qui est situé dans une pièce essentielle ou qui est requis afin de remettre en état d'habitabilité la résidence ou le bâtiment;

E = la somme des montants, déterminés suivant le tableau 7;

F = la somme des montants, déterminés suivant le tableau 8.

TABLEAU 3 : INDEMNITÉ SELON LE PÉRIMÈTRE EXTÉRIEUR DE LA RÉSIDENCE OU DU BÂTIMENT

		Résidence ou bâtiment				
		Sur vide sanitaire isolé	Sur pilotis ou de type maison mobile	Ayant un sous-sol		
				Isolé et non aménagé	Partiellement aménagé	Aménagé en totalité
Niveau d'eau sous le RDC	5 cm d'eau et moins	0 \$/m lin.	0 \$/m lin.	0 \$/m lin.	0 \$/m lin.	0 \$/m lin.
	Plus de 5 cm à 30 cm d'eau	29 \$/m lin.	109 \$/m lin.	50 \$/m lin.	50 \$/m lin.	40 \$/m lin.
	Plus de 30 cm à 120 cm d'eau	71 \$/m lin.	109 \$/m lin.	98 \$/m lin.	89 \$/m lin.	79 \$/m lin.
	Plus de 120 cm d'eau	71 \$/m lin.	109 \$/m lin.	182 \$/m lin.	170 \$/m lin.	138 \$/m lin.
Eau au RDC		S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.

Aux fins de l'application du tableau 3, dans le cas du bâtiment d'entreprise visé à l'article 202, la pièce servant à l'exploitation de cette entreprise est considérée comme étant une pièce essentielle afin de déterminer si le sous-sol est aménagé.

TABLEAU 4 : INDEMNITÉ PAR PIÈCE ESSENTIELLE ENDOMMAGÉE

	Résidence ou bâtiment ayant un sous-sol aménagé partiellement ou en totalité					
	Salle de lavage	Salle de bain	Bureau	Chambre à coucher	Salon / salle familiale	Cuisine (y compris la salle à manger)
5 cm d'eau et moins	100 \$	100 \$	150 \$	150 \$	150 \$	1 400 \$
Plus de 5 cm à 30 cm d'eau	950 \$	1 500 \$	1 300 \$	1 650 \$	1 500 \$	4 250 \$
Plus de 30 cm à 120 cm d'eau	1 350 \$	1 900 \$	1 650 \$	2 550 \$	2 350 \$	4 750 \$
Plus de 120 cm d'eau	2 850 \$	2 700 \$	2 550 \$	3 750 \$	3 450 \$	8 200 \$
Montant à ajouter lorsqu'il y a un recouvrement de sol endommagé dans la pièce	400 \$	700 \$	1 000 \$	2 000 \$	3 450 \$	1 600 \$

TABLEAU 5 : INDEMNITÉ POUR LES TRAVAUX SPÉCIALISÉS

Travaux spécialisés	Taux au mètre carré
Refaire la dalle de béton	88 \$ / m <sup>2</sup>
Remplacer les matériaux granulaires dans un vide sanitaire	38 \$ / m <sup>2</sup>
Remplacer l'isolation sous le plancher de la résidence ou du bâtiment dans le cas où cette résidence ou ce bâtiment est construit sur un vide sanitaire ou de type « maison mobile »	25 \$ / m <sup>2</sup>
Remplacer le revêtement extérieur d'une résidence ou d'un bâtiment	120 \$ / m <sup>2</sup>
Enlever et réinstaller le revêtement extérieur d'une résidence ou d'un bâtiment	103 \$ / m <sup>2</sup>
Stabiliser la toiture de la galerie	150 \$ / m <sup>2</sup>



TABLEAU 6 : INDEMNITÉ POUR LES TRAVAUX RELATIFS AUX ÉQUIPEMENTS ESSENTIELS

Travaux relatifs aux équipements essentiels	
Remplacer un bain	1 080 \$
Remplacer une douche	1 290 \$
Remplacer un bain–douche	1 500 \$
Remplacer une toilette	315 \$
Enlever et réinstaller un bain et/ou une douche	250 \$
Enlever et réinstaller une toilette	150 \$
Remplacer la plomberie brute d'un équipement essentiel	225 \$
Remplacer une fournaise	4 500 \$
Remplacer un réservoir de mazout — propane	1 590 \$
Nettoyer des conduits d'air chaud	500 \$
Remplacer un poêle	1 500 \$
Remplacer un écran protecteur mural	130 \$
Remplacer une cheminée	2 400 \$
Remplacer un échangeur d'air	1 600 \$
Nettoyer des conduits de ventilation	500 \$
Remplacer un chauffe-eau	800 \$
Remplacer une pompe à eau domestique et un réservoir	1 000 \$
Remplacer une pompe à colonne ou une pompe submersible du puits de captation	200 \$
Remplacer une boîte électrique	2 000 \$

TABLEAU 7 : INDEMNITÉ POUR LES TRAVAUX RELATIFS À CERTAINES COMPOSANTES ENDOMMAGÉES

Travaux relatifs à certaines composantes endommagées	
Remplacer un escalier de plus de 7 marches (avec contremarches)	1 200 \$
Remplacer un escalier de 7 marches et moins (avec contremarches)	600 \$
Remplacer une marche d'escalier avec sa contremarche	85 \$
Remplacer un escalier de plus de 7 marches sans contremarche	550 \$
Remplacer un escalier de 7 marches et moins sans contremarche	275 \$
Remplacer une marche d'escalier sans contremarche	37 \$
Remplacer une galerie	1 200 \$
Remplacer une porte extérieure	950 \$
Remplacer une porte-fenêtre	1 275 \$
Remplacer une porte de garage de grandeur standard	1 200 \$
Remplacer une porte de garage pour deux véhicules	2 585 \$
Remplacer une fenêtre	485 \$
Remplacer une margelle en acier galvanisé	245 \$

TABLEAU 8 : INDEMNITÉ POUR TRAVAUX DIVERS

Travaux	
Louer une pompe à béton	750 \$
Enlever et réinstaller une fournaise	450 \$
Enlever et réinstaller un chauffe-eau	225 \$
Enlever et réinstaller un escalier	325 \$
Enlever et réinstaller une galerie	650 \$
Analyser l'eau	80 \$

**221.** Une aide, égale à 90 % des frais raisonnables déboursés, est accordée au particulier afin d'effectuer les travaux admissibles suivants, ainsi que les travaux nécessaires qui y sont accessoires :

- 1° refaire les fondations, à l'exception de la dalle de béton;
- 2° réparer les fondations, y compris la dalle de béton;
- 3° stabiliser la résidence ou le bâtiment qui a bougé de son emplacement initial.

Une indemnité, égale à 90 % du montant des dommages, est accordée au particulier qui doit refaire les fondations de sa résidence ou de son bâtiment, à l'exception de la dalle de béton, à celui qui doit stabiliser sa résidence ou le bâtiment qui a bougé de son emplacement initial et au particulier dont les fondations de la résidence ou du bâtiment ne sont pas endommagées, mais dont le niveau d'eau s'étant infiltré dans la résidence ou le bâtiment a atteint le rez-de-chaussée afin, notamment, de lui permettre :

- 1° de remettre en état : les pièces essentielles, la finition extérieure, la charpente, l'isolation, les portes et les fenêtres, le chauffage, la ventilation, l'électricité et la plomberie;
- 2° de remplacer ou réparer les équipements essentiels endommagés apparaissant dans le tableau 6.

**222.** En plus de l'assistance accordée en vertu des articles 220 et 221, une aide égale à 90 % des frais raisonnables déboursés est accordée au particulier pour réparer ou remplacer les équipements pour personnes handicapées de sa résidence ou du bâtiment, les installations septiques, le puits artésien, le drain français et l'unité de traitement d'eau qui y sont rattachés et qui ont été endommagés lors de l'inondation.

**223.** L'assistance accordée au particulier en application de la présente sous-section ne peut dépasser le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment.

Pour l'application du présent chapitre, le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment correspond au coût neuf de la résidence ou du bâtiment, au moment de l'inondation, établi conformément à la partie 3E du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* et rajusté au 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant l'inondation, excluant les dépendances.

Dans le cas où la résidence principale du particulier est située dans un bâtiment locatif visé par l'article 201 ou le bâtiment d'entreprise visé par l'article 202, le coût neuf peut cependant être ajusté si le particulier démontre qu'un de ses biens essentiels, à la location du bâtiment ou à l'exploitation de l'entreprise, faisant partie intégrante du bâtiment et répondant aux critères de l'article 901 du Code civil du Québec, n'a pas été pris en compte dans l'établissement de cette fiche.

§ 5. — *Dommmages au chemin d'accès essentiel*

**224.** Une aide, égale à 90 % des frais raisonnables déboursés, est accordée à un particulier pour les travaux nécessaires effectués au chemin d'accès essentiel, dont il est propriétaire ou responsable de l'entretien, afin de permettre un accès minimal et sécuritaire à la résidence.

§ 6. — *Mesures d'atténuation des dommages à certains équipements*

**225.** Une aide, égale à 90 % des frais raisonnables déboursés, est accordée à un particulier, dont la résidence principale ou le bâtiment a été endommagé par une inondation, pour la mise en place de mesures admissibles visant à atténuer, pour l'avenir, les conséquences des dommages à certains équipements, à l'exclusion des mesures visant l'immunisation de la résidence ou du bâtiment.

Sont des mesures admissibles notamment, l'achat d'une pompe de puisard, le déplacement, au-dessus du seuil reconnu d'inondation, d'une fournaise, d'un chauffe-eau ou d'une boîte électrique ainsi que toutes autres mesures de même nature si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

L'aide accordée ne peut dépasser le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment dans lequel elle est située.

§ 7. — *Assistance financière maximale, additionnelle et en cas d'inondations successives*

A. — *Assistance financière maximale*

**226.** L'assistance accordée au particulier pour compenser les dommages à sa résidence ou au bâtiment ainsi que pour mettre en place des mesures d'atténuation des dommages en vertu des articles 220 à 222 et 225 ne peut dépasser le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment.

Le montant total de l'assistance accordée au particulier pour compenser les dommages à sa résidence ou au bâtiment, à son chemin d'accès essentiel, ainsi que pour mettre en place des mesures d'atténuation des dommages en vertu des articles 220 à 222, 224 et 225 ne peut excéder 200 000 \$.

Ce dernier montant est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant l'inondation. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant de l'assistance sera indexé de 5 000 \$.

B. — *Aide financière additionnelle*

**227.** Une aide additionnelle, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée au particulier pour les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel.

C. — *Inondations successives*

**228.** Lorsque la demande d'assistance concerne une résidence ou un bâtiment pour lequel le ministre a déjà versé une aide, antérieurement à la date de la demande en raison d'une inondation survenue postérieurement au 10 avril 2019, afin d'immuniser ou de déplacer la

résidence ou le bâtiment, le particulier ne peut recevoir une assistance en vertu du présent chapitre.

Lorsque la demande concerne une résidence ou un bâtiment pour lequel le ministre a déjà versé une assistance, antérieurement à la date de la demande, en vertu du présent chapitre, et que la somme des montants versés pour compenser les dommages à la résidence ou au bâtiment additionnée au montant auquel le particulier a droit pour la présente demande est égale ou supérieure au moins de 50 % du coût de reconstruction ou de 100 000 \$, le ministre offre au particulier une allocation de départ prévue aux articles 241 à 243, une aide pour le déplacement de sa résidence ou du bâtiment prévue aux articles 236 à 240 ou pour immuniser cette résidence ou ce bâtiment prévue aux articles 232 à 235. Si le particulier refuse, le ministre lui verse le montant auquel il a droit pour compenser les dommages à sa résidence ou au bâtiment, cependant, la résidence ou le bâtiment devient ensuite inadmissible à une assistance.

Malgré ce qui précède, le particulier peut recevoir une assistance pour ses frais excédentaires d'hébergement temporaire et de ravitaillement prévue à l'article 213 et les mesures préventives temporaires mises en place prévue à l'article 212.

## **SECTION IX**

### **AIDE FINANCIERE POUVANT ETRE UTILISÉE AFIN D'ÉLIMINER OU DE REDUIRE LES RISQUES D'INONDATION ET AIDE EN CAS D'IMPOSSIBILITÉ DE RÉPARER OU DE RECONSTRUIRE LA RÉSIDENCE**

#### *§ 1. — Dispositions générales*

**229.** La présente section ne s'applique pas au locataire.

**230.** L'assistance visée aux articles 217, 218, 220 à 222 et 224 peut, au lieu ou en plus d'être utilisée aux fins visées à ces articles, être utilisée pour l'immunisation ou le déplacement de la résidence ou du bâtiment ou à titre d'allocation de départ conformément aux articles de la présente section.

**231.** Au sens de la présente section, il y a impossibilité de réparer ou de reconstruire une résidence ou un bâtiment dans le cas où la municipalité concernée refuserait au particulier un permis pour la réparation des dommages à sa résidence ou au bâtiment ou pour la reconstruction de cette résidence ou de ce bâtiment en raison de l'importance des dommages.

#### *§ 2. — Immunisation de la résidence ou du bâtiment*

**232.** L'immunisation de la résidence ou du bâtiment consiste à appliquer différentes mesures visant à apporter la protection nécessaire pour éviter des dommages qui pourraient être causés par une inondation à cette résidence ou à ce bâtiment.

Une aide est accordée au particulier pour les travaux et les dépenses prévus dans le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis.

**233.** Avant le début des travaux, le particulier doit soumettre les documents suivants au ministre :

- 1° les permis nécessaires;
- 2° le rapport d'une firme d'ingénierie, y compris les plans et devis;

3° au moins deux soumissions, d'entrepreneurs dans le domaine, pour la réalisation des travaux.

**234.** L'aide accordée au particulier équivaut à la somme des montants d'assistance auxquels le particulier aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux au chemin d'accès essentiel prévus aux articles 217, 218 et 224 et les dommages à sa résidence ou au bâtiment visés aux articles 220 à 222, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment. Toutefois, le montant de l'assistance accordé au particulier en application des articles 220 à 222 et 224 ne doit pas dépasser 200 000 \$.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'une municipalité exige du particulier qu'il procède à l'immunisation de sa résidence ou du bâtiment, l'aide accordée au particulier en vertu du deuxième alinéa de l'article 232 équivaut à 90 % des frais raisonnables déboursés. Cette aide, additionnée à celle à laquelle le particulier a droit en application des articles 220 à 222 ne peut excéder le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment. L'aide totale accordée en vertu du deuxième alinéa de l'article 232 et l'assistance accordée en application des articles 220 à 222 et 224 ne peut dépasser 200 000 \$. De plus, une aide égale au montant de l'assistance à laquelle le particulier aurait droit pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires prévus aux articles 217 et 218, n'eût été sa participation financière, est accordée au particulier.

Le montant de 200 000 \$ est indexé le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, le montant d'aide sera indexé de 5 000 \$.

#### *A. — Aide financière additionnelle*

**235.** Une aide additionnelle à celle accordée en vertu de l'article 234, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au particulier d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de sa résidence ou du bâtiment ou l'allocation de départ;

2° les services d'une firme d'ingénierie afin d'effectuer les expertises et la surveillance des travaux si le coût de ces expertises a été préalablement agréé par le ministre;

3° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris des fondations. Le particulier doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

4° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel.

#### *§ 3. — Déplacement de la résidence ou du bâtiment*

**236.** Une aide est accordée pour le déplacement de la résidence ou du bâtiment sur le même terrain ou sur un autre terrain afin qu'il soit dorénavant installé sur un site qui assure sa

sécurité à long terme. La résidence ou le bâtiment doit être déplacé dans la même municipalité ou dans une municipalité contiguë.

**237.** L'aide est accordée au particulier pour les dépenses et les travaux suivants :

- 1° achat d'un terrain : l'aide accordée pour l'achat du terrain ne peut excéder l'évaluation municipale uniformisée de l'ancien terrain en vigueur au moment de l'inondation;
- 2° frais notariaux liés à l'achat du nouveau terrain;
- 3° certificat de localisation du nouveau terrain;
- 4° expertise pour le déplacement de la résidence ou du bâtiment sur le même terrain;
- 5° travaux nécessaires pour permettre un accès minimal et sécuritaire à la résidence;
- 6° travaux de terrassement requis pour que la résidence ou le bâtiment soit conforme à la réglementation municipale applicable, à l'exception de l'aménagement paysager, ou, en l'absence d'une telle réglementation, pour assurer le ruissellement des eaux de surface;
- 7° permis requis par toute norme applicable au transport de la résidence ou du bâtiment et de ses dépendances et à son installation sur le site d'accueil;
- 8° transport de la résidence, du bâtiment et de ses dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale de la résidence ou du bâtiment, y compris débranchements, soulèvement, chargement, signalisation et déplacement des câbles;
- 9° démolition et reconstruction d'une cheminée de maçonnerie, si elle ne peut être déplacée avec la résidence ou le bâtiment;
- 10° nouvelles fondations, y compris excavation, remblayage et l'élimination des matériaux excavés;
- 11° installation de la résidence ou du bâtiment et de ses dépendances, lorsqu'elles font partie intégrante de la structure initiale sur les nouvelles fondations, y compris raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égout, d'électricité, de plomberie et de téléphone;
- 12° enlèvement et réinstallation des escaliers et des galeries des deux entrées principales;
- 13° isolation du sous-sol et finition des pièces essentielles au sous-sol, si ces pièces étaient déjà aménagées avant le déplacement de la résidence ou du bâtiment;
- 14° réinstallation du système de chauffage principal et d'appoint, de l'échangeur d'air et de ses conduits ainsi que du système de climatisation dans le cas où il est essentiel à la location du bâtiment;
- 15° finition des pièces nécessaires à la location du bâtiment et déjà aménagées avant le déplacement du bâtiment;
- 16° installation septique et puits artésien, si la résidence ou le bâtiment ne peut être raccordé aux réseaux municipaux;

17° réparation des murs extérieurs de façon à empêcher les infiltrations d'eau et les pertes de chaleur découlant de bris occasionnés par le déplacement de la résidence ou du bâtiment ;

18° réparation des fissures aux murs intérieurs causées par le déplacement de la résidence ou du bâtiment;

19° droits de mutation.

Une aide peut être accordée pour d'autres dépenses ou travaux s'ils sont nécessaires au déplacement de la résidence ou du bâtiment.

**238.** Le particulier doit procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si le terrain sur lequel est située la résidence du particulier ou le bâtiment est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, le particulier s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur le terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**239.** L'aide accordée au particulier équivaut à la somme des montants d'assistance auxquels le particulier aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux au chemin d'accès essentiel prévus aux articles 217, 218 et 224 et les dommages à la résidence ou au bâtiment, prévus aux articles 220 à 222, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment. Toutefois, le montant de l'assistance accordée au particulier pour les dommages à la résidence ou au bâtiment prévus aux articles 220 à 222 et à son chemin d'accès essentiel prévus à l'article 224 ne doit pas dépasser 200 000 \$.

De plus, si le terrain sur lequel est situé la résidence ou le bâtiment est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment de l'inondation, est accordée au particulier. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de l'assistance à laquelle il a droit pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 217 et 218 ne peut dépasser 250 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence ou le bâtiment, l'aide accordée équivaut à la somme des montants d'assistance auxquels le particulier aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les dommages à la résidence ou au bâtiment prévus aux articles 220 à 222, à un montant équivalant aux frais raisonnables déboursés pour les dépenses et les travaux prévus à l'article 237, sans excéder le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment, et à l'assistance à laquelle le particulier aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux au chemin d'accès essentiel prévus à l'article 224 si la résidence ou le bâtiment est déplacé sur le même terrain. Toutefois, l'aide totale accordée en vertu du présent alinéa ne doit pas excéder 200 000 \$.

De plus, si le terrain sur lequel est situé la résidence du particulier ou le bâtiment visé par le troisième alinéa du présent article est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment de l'inondation, est accordée au particulier. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au troisième alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Les montants d'aide de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant l'inondation. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

*A. — Aide additionnelle*

**240.** Une aide additionnelle à celle accordée en vertu de l'article 239, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au particulier d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de sa résidence ou du bâtiment ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le particulier doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les services de professionnels qui ont été nécessaires pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux afin de réparer le chemin d'accès essentiel si la résidence ou le bâtiment est déplacé sur le même terrain;

4° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 217 et 218, dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence ou le bâtiment.

*§ 4. — Allocation de départ*

**241.** L'allocation de départ consiste pour le particulier à se reloger dans une nouvelle résidence et à démolir sa résidence ou le bâtiment.

**242.** Le particulier doit :

1° procéder à la démolition de sa résidence ou du bâtiment;

2° procéder à l'élimination des fondations résiduelles de façon à ce que cette élimination ne constitue pas un risque pour la sécurité des personnes.

Si le terrain sur lequel est située la résidence est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, le particulier s'engage également à :

1° procéder à la démolition ou au déplacement sur un autre terrain de tous les autres biens situés sur son terrain, y compris de leurs fondations;

2° fournir les documents faisant foi de la cession du terrain à la municipalité.

**243.** L'aide accordée au particulier équivaut à la somme des montants d'assistance auxquels le particulier aurait droit, n'eût été sa participation financière, pour les travaux d'urgence, les travaux temporaires, les travaux au chemin d'accès essentiel prévus aux articles 217, 218 et 224 et les dommages à la résidence ou au bâtiment prévus aux



articles 220 à 222, sans excéder, dans ce dernier cas, le coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment. Toutefois, le montant de l'assistance auquel le particulier a droit pour les dommages à la résidence ou au bâtiment prévus aux articles 220 à 222 et à son chemin d'accès essentiel prévus à l'article 224 ne doit pas dépasser 200 000 \$.

De plus, si le terrain sur lequel est située la résidence ou le bâtiment est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment de l'inondation, est accordée au particulier. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au premier alinéa du présent article, à l'exclusion de l'assistance à laquelle il a droit pour les travaux d'urgence et les travaux temporaires, prévus aux articles 217 et 218 ne peut dépasser 250 000 \$.

Dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence ou le bâtiment, l'aide accordée au particulier est égale à 100 % du coût de reconstruction de la résidence ou du bâtiment, sans excéder 200 000 \$.

De plus, si le terrain sur lequel est situé la résidence ou le bâtiment visé par le troisième alinéa du présent article est cédé à la municipalité pour la somme nominale de 1 \$, une aide égale à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée du terrain, en vigueur au moment de l'inondation, est accordée au particulier. Cette aide, additionnée à l'aide prévue au troisième alinéa du présent article, ne peut dépasser 250 000 \$.

Les montants de 200 000 \$ et de 250 000 \$ sont indexés le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, selon le taux correspondant à l'augmentation de l'indice moyen d'ensemble des prix à la consommation, pour le Québec, pour l'année civile précédant le sinistre. Toutefois, l'indexation est reportée jusqu'à l'année où la somme des taux d'indexation applicables à chacune des années pour lesquelles l'indexation est reportée est égale ou supérieure à 5 000 \$. Dans un tel cas, les montants d'aide seront indexés de 5 000 \$.

#### A. — Aide additionnelle

**244.** Une aide additionnelle à celle accordée en vertu de l'article 243, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée pour :

1° les services de professionnels qui ont été nécessaires afin de permettre au particulier d'effectuer un choix entre l'immunisation, le déplacement de sa résidence ou du bâtiment ou l'allocation de départ;

2° la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. Le particulier doit obtenir, d'entrepreneurs dans le domaine, au moins deux soumissions pour la réalisation des travaux;

3° les travaux d'urgence et les travaux temporaires visés aux articles 217 et 218, dans le cas où il est impossible de réparer ou de reconstruire la résidence ou le bâtiment.

## **SECTION X**

### **MODALITÉS DU VERSEMENT DE L'ASSISTANCE FINANCIÈRE**

**245.** L'assistance est versée au particulier selon les modalités suivantes :

1° après analyse de la demande et des documents requis, une avance peut lui être accordée :

- i) pour ses frais excédentaires d'hébergement temporaire et de ravitaillement, les dommages aux biens meubles essentiels et les mesures préventives temporaires, jusqu'à concurrence de 100 % du montant estimé de l'assistance à laquelle il a droit;
- ii) à toutes autres fins pour lesquelles une assistance lui est accordée, et ce, jusqu'à concurrence de 85 % du montant estimé de l'assistance à laquelle il a droit;

2° après réception de l'évaluation des dommages faite par le ministre :

i) dans les cas visés par le troisième alinéa de l'article 217, par l'article 220 et le deuxième alinéa de l'article 221, un versement final peut être effectué;

ii) dans les cas visés par le cinquième alinéa de l'article 217, par l'article 218, le premier alinéa de l'article 221 et l'article 222, un versement partiel ou final est effectué sur présentation et acceptation des documents requis selon l'état d'avancement des travaux;

3° après réception, selon le cas, du certificat de conformité de l'ingénieur ou de l'attestation de conformité de l'inspecteur municipal et des pièces justificatives requises, dans les cas visés par la section IX du présent chapitre, un paiement partiel ou final peut être effectué, selon l'état d'avancement des travaux.

L'assistance accordée au particulier peut lui être versée conjointement avec une institution financière, un entrepreneur ou un fournisseur.

## Premier contact - Fiche d'appel aux municipalités nouvellement désignées

Événement :	(2020-06-19) au (2020-06-24),	Arrêté :	2020-06-19G
Municipalité :	Rivière-Ouelle	Région :	01
Statut :	Documents expédiés	Date statut :	2020-07-07
Analyste assigné :	Lemay, Simon	Fiche vérifiée par :	

### Contact téléphonique

Personne contactée :	Fortin, Nancy	Fonction :	Directeur(trice) général(e)
Téléphone :	(418) 856-3829	Poste :	
Adresse de correspondance :	133, route 132, Rivière-Ouelle G0L 2C0		
Adresse d'expédition vérifiée :	Non		
Date de l'appel :	2020-07-22		

### Nature du sinistre

Date du sinistre :	2020-07-19
Cause du sinistre :	Autre
Description de la nature du sinistre :	Incendie de tourbière et de forêt

### Domages - Particuliers et entreprises

Nombre de résidences principales endommagées :	0	Date d'évacuation :	
Nombre de résidences principales évacuées (+ 3 jours) :	0	Date de réintégration :	
Nombre d'entreprises endommagées :	0		
Nombre d'organismes impliqués :	0		

### Domages - Municipalités

Mesures d'intervention :	✓	Pour éteindre l'incendie
Présentera une réclamation :	Oui	
Estimation du coût de réparation :	0\$	

### Interventions

Date

Liste des sinistrés / Appels aux sinistrés :	Aucune liste
Liste transmise à :	Lemay, Simon
Séance d'information (si plus de 20 sinistrés) :	Non requis
Bureau temporaire (si plus de 5 sinistrés) :	Non requis
Visite technique :	Non requis
Visite administrative :	Non requis
Fiche premier contact vérifiée par :	

Premier contact - Fiche d'appel aux municipalités nouvellement désignées

**Documents à expédier**

Personne à qui expédier les documents : Fortin, Nancy  
Adresse où expédier les documents : 133, route 132, Rivière-Ouelle G0L 2C0

Type formulaire	Français	Anglais
Hébergement temporaire	0	0
Entreprises	0	0
Organismes	0	0
Municipalité	0	0
Programmes d'aide financière	0	0
Domages aux biens	0	0

Date d'envoi (lettre et documents) : 2020-07-07

Date	Nom et prénom	Commentaires
2020-06-23	Barsetti, Régis	2020-06-23: Appel-conférence pour expliquer l'aide financière et connaître les besoins de la mun. Simon Lemay a envoyé à Nancy Fortin, le jour même, un résumé de cet appel-conférence.
2020-07-08	Barsetti, Régis	2020-07-08: Simon Lemay a envoyé Denise Fournier (DG) une trousse de réclamation et l'a avisé que l'arrêté a été signé.

## REGIS BARSETTI - Aide financière du MSP

---

**De :** SIMON LEMAY

**À :** Nancy Fortin

**Date :** 2020-06-23 15:55

**Objet :** Aide financière du MSP

**CC :** DAVID CHAREST; HUGO MARTIN; MARCO ROSS; REGIS BARSETTI; RICHARD GAGNON

---

Bonjour madame Fortin,

Vous trouverez un compte-rendu sommaire de notre conférence téléphonique du 23 juin 2020 à 14h30.

- Le MSP a reçu votre demande d'aide financière et la mise en oeuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière est présentement en analyse.
- Comme la municipalité de Rivière-Ouelle a déjà bénéficié du PGRIAF dans le passé, voici les principales lignes du programme :
  - Comme il s'agit d'un incendie, seulement les mesures d'interventions seront admissibles dans votre dossier d'aide financière.
  - L'achat de biens réutilisables n'est pas admissible.
  - Concernant les salaires municipaux, seulement les heures supplémentaires payées (et non banquetées) des employés municipaux réguliers sont admissibles. Toute les heures payées (et non banquetées) sont admissibles pour les employés occasionnels (le terme occasionnel signifie que l'employé n'aurait pas travaillé s'il n'y avait pas eu de sinistre).
  - Concernant l'utilisation de la machinerie municipale, un montant vous sera octroyé selon le nombre d'heures d'utilisation de chacun des véhicules municipaux utilisés.
  - La municipalité devra assumer une participation financière calculée selon le nombre de citoyens dans sa municipalité.
- Les municipalités qui sont intervenues sur le territoire de Rivière-Ouelle lors du sinistre devront facturer la municipalité de Rivière-Ouelle. Un maximum de 15 % de frais reliés aux avantages sociaux pourra être rendu admissible.
- Comme la municipalité de Rivière-Ouelle a délégué la compétence de sécurité incendie à la Régie intermunicipale en protection incendie du Kamouraska Ouest, nous avons besoin d'obtenir une copie de l'entente afin de déterminer la manière de réclamer pour la Régie (facturation ou ouverture d'un dossier « Municipalité » au MSP).
- La MRC a fourni des employés à la municipalité de Rivière-Ouelle lors du sinistre. Nous vous ferons un retour prochainement sur la manière de réclamer pour la MRC (facturation ou ouverture d'un dossier « Municipalité » au MSP).

Compte tenu de la journée fériée de demain, un compte-rendu complémentaire vous sera fourni à la fin de la

semaine.

Nous vous fournirons également les taux raisonnables reliés à l'utilisation des véhicules incendies.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter.

Veuillez agréer nos salutations distinguées!!

*Simon Lemay*

*Chef d'équipe par intérim*

Réclamations municipales et organismes

Direction du rétablissement

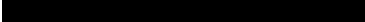
Ministère de la Sécurité publique

455, rue du Marais, bureau 100

Québec (Québec) G1M 3A2

Téléphone : 418 643-2433

Sans frais : 1 888 643-2433



**SIMON LEMAY - TR: Résolution**

---

**De :** Denise Fournier <dg@riviereouelle.ca>  
**À :** HUGO MARTIN [REDACTED], "Pascal Tardif "  
[REDACTED]  
**Date :** 2020-06-27 06:20  
**Objet :** TR: Résolution  
**Pièces jointes :** 20-06-36-État d'urgence(2).pdf

---

Bonjour,

Voici la résolution adoptée par le conseil hier afin de prolonger l'état d'urgence de 5 jours supplémentaires.

N'hésitez pas à me contacter sur mon cellulaire en tout temps pour information supplémentaire.

Je vous remercie sincèrement de votre collaboration habituelle.



**Denise Fournier** | Directrice générale, secrétaire-trésorière

**Municipalité de Rivière-Ouelle**

133, route 132

Rivière-Ouelle (Québec) G0L 2C0

[418 856-3829](tel:418-856-3829) [REDACTED]  
[REDACTED] (cellulaire)

**SIMON LEMAY - Entente Régie**

---

**De :** Nancy Fortin <agent@riviereouelle.ca>  
**À :** Simon Lemay - MSP sécurité civile [REDACTED] <simon.le...>  
**Date :** 2020-06-24 13:58  
**Objet :** Entente Régie  
**Pièces jointes :** 0990\_001.pdf

---

Bonjour monsieur Lemay,

Voici la dernière entente de la Régie intermunicipale en protection incendie de Kamouraska-Ouest. Elle a été réalisé lors de l'inclusion de la Municipalité de Mont-Carmel à la régie.

La Régie a reçue la délégation de compétences en incendie.

Merci de votre aide et bonne journée!



**Nancy Fortin** | Agent de développement

**Municipalité de Rivière-Ouelle**

133, route 132

Rivière-Ouelle (Québec) G0L 2C0

[418 856-3829](tel:418-856-3829) [REDACTED]



## **SIMON LEMAY - Aide financière relativement à un incendie de tourbière et de forêt survenue du 19 au 24 juin 2020**

---

**De :** SIMON LEMAY  
**À :** agent@riviereouelle.ca; dg@riviereouelle.ca  
**Date :** 2020-07-08 07:57  
**Objet :** Aide financière relativement à un incendie de tourbière et de forêt survenue du 19 au 24 juin 2020  
**CC :** REGIS BARSETTI  
**Pièces jointes :** 1. GAPA - 2020.xlsx; 2. Guide GAPA 2020.pdf; 3. Documents à joindre à la réclamation 2020.pdf

---

Bonjour Madame Fournier, Madame Fortin,

Nous vous confirmons que l'arrêté a été signé hier, soit le 7 juillet 2020, pour le sinistre mentionné en rubrique.

Nous vous transmettons la trousse de demande d'aide financière.

Vous pouvez compléter l'onglet Identification de la GAPA (fichier Excel), imprimer le formulaire, obtenir les signatures requises aux points 8 et 9 et nous le transmettre. Vous avez jusqu'au 7 octobre 2020 pour nous faire parvenir votre formulaire dûment signé.

Par la suite, vous pourrez nous transmettre la GAPA (fichier Excel) accompagnée des pièces justificatives.

Toutefois, c'est l'analyse finale des pièces justificatives qui permettra d'établir exactement l'aide financière pouvant être octroyée.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter.

Recevez, Mesdames, nos salutations distinguées.

Renée Audy pour :

*Simon Lemay*

*Chef d'équipe par intérim*

Réclamations municipales et organismes

Direction du rétablissement


Ministère de la Sécurité publique

455, rue du Marais, bureau 100

Québec (Québec) G1M 3A2

Téléphone : 418 643-2433

Sans frais : 1 888 643-2433



RAPPORT TELEPHONIQUE

Nom du sinistré : Rivière-Ouelle

Numéro de dossier : T

Personne contact : Nancy Fortin

Objet : arrêté et réclamation feu de tourbière

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur :

Message le 8 juillet, j'ai retourné l'appel le 9 juillet.

La mun va recevoir une lettre concernant la signature de l'arrêté, elle a jusqu'au 7 octobre 2020 pour nous faire parvenir le formulaire signé.

Elle mentionne que le Centre de coordination a fermé le 27 juin et que le décret mentionne le 24 juin, on comprend que cela peut prendre quelques jours pour finaliser la situation.

Rappel que se sont les coûts additionnels pour la Mun reliés au sinistre qui sont admissibles.

Il y a 2 employés de voirie, pas de contrat se sont les normes du travail qui s'applique. Il y a également la DG et Mme.

Pour la machinerie, se sont nos taux qui s'applique.

La Mun a dû passer dans des champs agricoles, détruisant des récoltes. Les agriculteurs devront faire une réclamation auprès de leur assurance agricole pour obtenir une lettre de refus, on verra si on peut versée dans le dossier mun.

Date :  
2020-07-09

Heure :

Signature du représentant du DAF  
*Renée Audy*

Fonction : AGF

**REGIS BARSETTI - RE: Aide financière relativement à un incendie de tourbière et de forêt survenue du 19 au 24 juin 2020**

---

**De :** Denise Fournier <dg@riviereouelle.ca>  
**À :** SIMON LEMAY [REDACTED], Nancy Fortin <agent@riviereoue...>  
**Date :** 2020-07-08 08:18  
**Objet :** RE: Aide financière relativement à un incendie de tourbière et de forêt survenue du 19 au 24 juin 2020  
**CC :** REGIS BARSETTI [REDACTED]

---

Bonjour,

Merci, c'est une bonne nouvelle!

Nous prenons connaissance de ces documents et nous vous contactons au besoin.



**Denise Fournier** | Directrice générale, secrétaire-trésorière  
**Municipalité de Rivière-Ouelle**  
133, route 132  
Rivière-Ouelle (Québec) G0L 2C0  
[418 856-3829](tel:418-856-3829) [REDACTED]

---

**De :** SIMON LEMAY [REDACTED]  
**Envoyé :** 8 juillet 2020 07:58  
**À :** Nancy Fortin <agent@riviereouelle.ca>; Denise Fournier <dg@riviereouelle.ca>  
**Cc :** REGIS BARSETTI [REDACTED]  
**Objet :** Aide financière relativement à un incendie de tourbière et de forêt survenue du 19 au 24 juin 2020

Bonjour Madame Fournier, Madame Fortin,

Nous vous confirmons que l'arrêté a été signé hier, soit le 7 juillet 2020, pour le sinistre mentionné en rubrique.

Nous vous transmettons la trousse de demande d'aide financière.

Vous pouvez compléter l'onglet Identification de la GAPA (fichier Excel), imprimer le formulaire, obtenir les signatures requises aux points 8 et 9 et nous le transmettre. Vous avez jusqu'au 7 octobre 2020 pour nous faire parvenir votre formulaire dûment signé.

Par la suite, vous pourrez nous transmettre la GAPA (fichier Excel) accompagnée des pièces justificatives.

Toutefois, c'est l'analyse finale des pièces justificatives qui permettra d'établir exactement l'aide financière pouvant être octroyée.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter.

Recevez, Mesdames, nos salutations distinguées.

Renée Audy pour :

*Simon Lemay*

*Chef d'équipe par intérim*

Réclamations municipales et organismes

Direction du rétablissement


Ministère de la Sécurité publique

455, rue du Marais, bureau 100

Québec (Québec) G1M 3A2

Téléphone : 418 643-2433

Sans frais : 1 888 643-2433





Le 9 juillet 2020

Madame Denise Fournier  
Directrice générale  
Municipalité de Rivière-Ouelle  
133, route 132  
Rivière-Ouelle (Québec) G0L 2C0

---

**Objet** : **Transmission d'information**  
**Programme** : Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Incendie de tourbière et de forêt survenu du 19 au 24 juin 2020, dans des municipalités du Québec  
**Arrêté du** : 7 juillet 2020

---

Madame la Directrice générale,

La municipalité de Rivière-Ouelle a été désignée pour bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en oeuvre le 7 juillet 2020.

Pour se prévaloir de ce programme, les sinistrés de la municipalité de Rivière-Ouelle ont jusqu'au **7 octobre 2020** pour faire une demande de réclamation au ministère de la Sécurité publique. À cet effet, nous comptons sur votre collaboration pour leur communiquer les renseignements utiles afin de les aider dans leur démarche.

Selon le programme, les sinistrés sont, soit :

- > des particuliers, en raison de dommages à leurs biens essentiels ou de frais d'hébergement temporaire;
- > des entreprises ou des entreprises agricoles;
- > des municipalités;
- > des organismes ayant porté aide et assistance.

... verso



En ce qui a trait aux modalités déterminant les préjudices admissibles et la participation financière de la Municipalité de Rivière-Ouelle, nous vous invitons à prendre connaissance du chapitre 5 du programme. La demande de réclamation doit être présentée sur le formulaire prévu à cet effet. Toute résolution municipale à l'appui des demandes d'aide financière faites auprès d'autres ministères ou organismes gouvernementaux doit y être jointe.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous, sans frais, au 1 888 643-2433.

Veuillez agréer, Madame la Directrice générale, nos salutations distinguées.

La chef du Service de soutien aux opérations  
et au rétablissement,



Josée Bilodeau

JB/nc

p. j. Arrêté du 7 juillet 2020

c. c. M. Hugo Martin, directeur régional de la sécurité civile et de la sécurité incendie  
du Bas-Saint-Laurent